

● ALGERIA BID ROUND 2026

**Les opportunités
d'investissement en Algérie
au centre de l'African
Energy Week** (P3)

LE MAGHREB

Le Quotidien de l'Économie

● LE GÉNÉRAL D'ARMÉE CHANEGRIHA :

« L'Algérie est un facteur de stabilité dans son environnement régional et aborde les crises du Sahel comme un partenaire authentique » (Page 5)

L'EUROPE, L'ALGÉRIE ET LE SUD

Les limites d'une puissance sans stratégie méditerranéenne

L'Europe regarde vers l'Est pour contenir la Russie, vers l'Ouest pour préserver son alliance avec les États-Unis, mais elle continue de sous-estimer le Sud, pourtant déterminant pour sa sécurité énergétique, sa stabilité politique et son avenir industriel. Cette contradiction constitue l'une des faiblesses majeures de sa stratégie internationale. Alors que Washington consolide ses positions dans son environnement continental et que Pékin déploie méthodiquement ses corridors commerciaux, industriels et énergétiques en Asie, en Afrique et jusqu'aux portes de l'Europe, l'Union européenne peine à transformer son poids économique en une puissance géopolitique pleinement autonome.

(Lire en Pages 8, 9, 10 et 11)



- Le gazoduc transsaharien : l'ambition africaine au service de la sécurité énergétique européenne
- SouthH2, hydrogène et transition industrielle : ne pas confondre horizon stratégique et marché immédiat
- La France : le chaînon manquant de la stratégie européenne
- L'Algérie est une porte stratégique ; l'Europe doit encore construire la maison commune



● SEMAINE DE L'ÉNERGIE À RIYAD,
EN ARABIE SAOUDITE DU 11 AU 15 OCTOBRE

**L'Algérie pèse sur
le dialogue mondial
entre producteurs et
consommateurs** (P4)

● PALESTINE OCCUPÉE

**Un martyr et plusieurs
blessés lors d'un
bombardement sioniste
à l'est de Nuseirat** (P14)

Un photojournaliste de l'agence turc « Anadolu » blessé par des tirs sionistes en Cisjordanie occupée



L'armée israélienne a blessé samedi par balle en caoutchouc Issam Rimawi, photojournaliste palestinien de l'agence Anadolu, en Cisjordanie occupée. Plus tôt, des agriculteurs du village de Deir Nizam, près de Ramallah, avaient lancé un appel à des militants pour les aider à récolter leurs olives, après que des attaques de colons israéliens les eurent empêchés d'accéder à leurs terres. À la suite de cet appel, les agriculteurs se sont rendus sur leurs terres, accompagnés d'un grand nombre de militants, pour procéder à la récolte des olives. Des colons israéliens sont arrivés sur les lieux et ont attaqué les Palestiniens et les militants alors qu'ils ramassaient les olives. Des soldats israéliens sont ensuite arrivés sur place, se sont rangés du côté des colons et ont tiré des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc sur les Palestiniens. Issam Rimawi, qui couvrait la récolte des olives dans la zone, a été touché au mollet droit par une balle en caoutchouc tirée par les soldats israéliens. Après avoir été transporté dans un hôpital local pour y recevoir des soins, Rimawi a déclaré qu'une altercation avait éclaté entre des colons israéliens et des Palestiniens avant l'arrivée des forces israéliennes, qui avaient ensuite attaqué les Palestiniens. Les soldats sionistes ont alors ouvert le feu sur eux, malgré les gilets de presse et les casques qui les identifiaient comme journalistes, a-t-il ajouté, précisant qu'il attendait de recevoir des soins au service des urgences d'un hôpital voisin.

Kallas : l'UE entend adopter lundi son plus vaste lot de sanctions contre la Russie



La haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères, Kaja Kallas, a déclaré que les ministres des Affaires étrangères de l'UE entendent approuver, lundi, le plus vaste ensemble d'inscriptions sur les listes de sanctions visant la Russie depuis le début du conflit. Elle a affirmé samedi que la Russie a intensifié ses attaques hybrides contre l'Europe, visant à la fois des États membres de l'UE et des Alliés de l'OTAN. Selon elle, suspendre les sanctions sur le diesel russe fournit à Moscou davantage de revenus pour financer la guerre. « Ce n'est pas le moment de relâcher la pression sur la Russie, et l'Europe ne le fera pas », a-t-elle écrit sur le réseau social américain X.

Journée mondiale de la santé mentale : l'OMS appelle à placer les personnes concernées au cœur des décisions

À l'occasion de la Journée mondiale de la santé mentale, célébrée le 10 octobre, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) appelle à renforcer la participation des personnes vivant avec des problèmes de santé mentale aux décisions qui concernent leur vie, leurs soins et les services qui leur sont destinés. Placée cette année sous le thème « À l'écoute de l'expérience vécue : des voix authentiques pour un réel changement », la campagne souligne l'importance de reconnaître les connaissances acquises par les personnes concernées et de les intégrer aux politiques et aux systèmes de santé mentale. L'OMS relève que ces personnes sont souvent invitées à témoigner de leur expérience, sans pour autant être associées aux processus de décision. Or, une participation effective ne consiste pas seulement à écouter leur parole, mais aussi à leur permettre d'influencer les choix, de contribuer à la conception des services et de participer à l'élaboration des solutions. Selon l'organisation, leur implication dans la prise de décision peut contribuer à développer des systèmes de santé mentale davantage centrés sur les personnes, fondés sur les droits et adaptés aux besoins individuels. La campagne met également l'accent sur la lutte contre la stigmatisation, le renforcement de la responsabilisation et le développement des approches fondées sur l'entraide entre personnes ayant vécu des expériences similaires. L'OMS souligne par ailleurs la nécessité de privilégier des soins de santé mentale centrés sur l'individu et intégrés à la communauté, plutôt que le recours aux établissements psychiatriques de long séjour. Ces structures peuvent contribuer à isoler les personnes concernées et sont trop souvent associées à des soins de mauvaise qualité, à des pratiques coercitives et à des violations des droits humains, selon l'organisation. Pour accompagner cette évolution, la désinstitutionnalisation nécessite une réorganisation planifiée des financements, des services et des dispositifs de soutien, afin de permettre aux personnes de vivre au sein de leur communauté. Dans cette perspective, l'OMS annonce la publication de recommandations pratiques consacrées à la désinstitutionnalisation. À l'occasion de cette journée mondiale, l'organisation appelle ainsi à dépasser la simple écoute des personnes concernées pour les associer pleinement à la construction des systèmes de santé mentale, en rappelant que ces systèmes doivent être conçus avec elles, et non uniquement pour elles.



Cyberattaque : le scrutin de la primaire de gauche prolongé d'une journée

Le premier tour de la primaire sociale-démocrate, destinée à désigner le candidat de la gauche sociale-démocrate à l'élection présidentielle de 2027, a été prolongé jusqu'à dimanche 11 octobre à 18 heures. La commission d'organisation a annoncé cette décision vendredi soir, en accord avec les formations politiques organisatrices et les cinq candidats. Le scrutin, uniquement électronique, devait initialement s'achever samedi à 20 heures. Il a été perturbé dès son ouverture, vendredi à 8 heures, par une cyberattaque par saturation. Celle-ci a généré un « afflux massif et fictif de connexions » via des robots (bots), ralentissant fortement l'accès à la plateforme sans toutefois l'interrompre. À 19 heures vendredi, seulement environ 20 000 personnes avaient pu voter sur les quelque 140 000 inscrits. Les organisateurs ont jugé trop difficile de rattraper ce retard dans les délais initialement prévus. Selon la commission d'organisation, présidée par Patrick Mennucci, l'intervention d'experts techniques a confirmé « l'absence d'altération de la sincérité du scrutin et le bon enregistrement des votes qui se sont tenus sans interruption depuis son ouverture ». Les données des votants n'ont pas été compromises. Le vote a repris normalement vers 18 h 45 vendredi. Les cinq candidats en lice sont Raphaël Glucksmann (Place publique), Olivier Faure (Parti socialiste), Ségolène Royal, Jérôme Guedj (PS) et Emmanuel Maurel (Gauche républicaine et socialiste). Les résultats du premier tour sont attendus dimanche soir, peu après la clôture. En cas de second tour, celui-ci se déroulerait les 16 et 17 octobre. Les organisateurs (PS, Place publique et GRS) ont saisi la justice. Matignon a demandé à l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) de se tenir à disposition pour identifier la nature et l'origine de l'attaque.

Transports : une nouvelle plateforme simplifie la réservation combinée des trains Eurostar et European Sleeper

Un nouveau système permettant d'effectuer des réservations sur une plateforme unique a été développé en coopération entre la compagnie European Sleeper, qui organise des voyages en train de nuit en Europe, et la plateforme néerlandaise de billets de train Choo-Choo. Avec cette nouvelle application, l'objectif est de réduire la nécessité pour les passagers d'acheter des billets sur des sites internet distincts pour les différentes étapes de leur voyage. Ce nouveau système permet aux passagers voyageant avec Eurostar, qui exploite des liaisons en train à grande vitesse entre la Belgique, le Royaume-Uni, la France, les Pays-Bas et l'Allemagne, de planifier dans le même processus de réservation tous leurs trajets en train de nuit pour poursuivre leur voyage depuis les destinations de ces pays. Parmi les destinations figurant sur le site internet de la compagnie, on retrouve Bruxelles et Anvers en Belgique, Amsterdam et Rotterdam aux Pays-Bas, Berlin, Cologne, Dresde et Hambourg en Allemagne, Paris, la capitale française, Londres, la capitale britannique, Barcelone en Espagne, Côme et Milan en Italie, Zurich en Suisse et Prague, la capitale tchèque, ainsi que les régions de la Suisse bohémienne en Tchéquie et de la Suisse saxonne en Allemagne. L'outil affiche les options de train compatibles avec les trajets de European Sleeper et propose des suggestions pour les correspondances.

ALGERIA BID ROUND 2026

Les opportunités d'investissement en Algérie au centre de l'African Energy Week

L'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft) poursuit ses efforts de promotion de l'appel à concurrence international "Algeria Bid Round 2026" et de mobilisation des investisseurs internationaux, à travers sa participation à la conférence et au salon African Energy Week, du 12 au 16 octobre au Cap (Afrique du Sud), dans le cadre d'une série de participations à des événements internationaux spécialisés dans l'énergie et les hydrocarbures, afin de mettre en avant les potentialités d'investissement dans les hydrocarbures en Algérie. La participation d'Alnaft à l'African Energy Week sera l'occasion de présenter l'"Algeria Bid Round 2026" à des investisseurs du monde entier, d'autant que l'événement consacrera une session à l'appel d'offres, au potentiel exploratoire de l'Algérie et à l'évolution du cadre d'investissement du secteur amont, indique-t-on auprès de l'agence. Cette session intervient avant la clôture des salles de données virtuelles (data center), le 30 novembre prochain, offrant à Alnaft une plateforme propice pour échanger directement avec les investisseurs et présenter les opportunités qu'offre l'appel d'offres. Alnaft avait lancé l'"Algeria Bid Round 2026" en avril dernier et enregistré l'intérêt de compagnies énergétiques internationales, avec près de 60 sociétés ayant manifesté leur intérêt à y participer. Le processus se poursuivra par la phase de dépôt des offres et d'ouverture des plis le 25 janvier 2027,

la signature des contrats d'hydrocarbures avec Sonatrach devant intervenir au plus tard le 31 mars 2027. Cela fait suite à l'ouverture, en juin dernier, des salles de données virtuelles, première utilisation de cette plateforme numérique dans un appel d'offres d'hydrocarbures en Algérie, qui a permis aux investisseurs qualifiés de consulter à distance les données techniques relatives aux périmètres proposés, en vue de déposer leurs offres avant la date limite. L'appel d'offres comprend sept périmètres : Illizi Centre I, El M'zaïd Nord (Ouargla), El Borma II (Ouargla), Bordj Omar Driss Est I, El Hadjira 3 (Touggourt), El Benoud Est (El Bayadh) et Touggourt Sud. Ils s'étendent sur des zones d'hydrocarbures existantes, notamment les bassins d'Illizi et de Berkine. La participation d'Alnaft à l'African Energy Week s'inscrit dans un programme promotionnel international continu du tour. L'agence a ainsi participé les 29 et 30 septembre derniers au Global Energy Summit à Londres, où son président, Abdelkader Cherfaoui, a présenté un exposé intitulé "L'ambition de l'Algérie pour l'investissement dans le secteur amont". M. Cherfaoui y a exposé la vision de l'Algérie pour le prochain cycle d'investissements dans l'amont pétrolier, en mettant en avant le potentiel géologique du pays, sa position stratégique et les opportunités offertes aux partenaires internationaux, ainsi que les principales données de l'appel d'offres 2026. Par ailleurs, Alnaft a par-

ticipé cette semaine à la 14e édition du Salon et de la Conférence sur l'énergie et l'hydrogène en Afrique et en Méditerranée "NAPEC 2026", organisée du 5 au 7 octobre à Oran, qui a réuni plus de 450 exposants et 230 intervenants représentant des compagnies pétrolières et gazières nationales et internationales, des fournisseurs de technologies et de solutions, et des sociétés d'ingénierie et de réalisation de projets. Cet événement international spécialisé, accueilli par l'Algérie, a offert à Alnaft une autre occasion de présenter les nouveautés de l'appel d'offres et ses opportunités aux acteurs de l'industrie énergétique, dans le cadre de l'intensification des efforts promotionnels. A cet égard, le P-DG de la Chambre africaine de l'énergie organisatrice de l'événement, NJ Ayuk, a affirmé que l'Algérie dispose d'"une combinaison unique de ressources en hydrocarbures prouvées, d'infrastructures existantes et d'un potentiel d'exploration. Alors que le pays ouvre de nouveaux périmètres et cherche à attirer davantage d'investissements internationaux, l'African Energy Week 2026 offrira une plateforme pour discuter du potentiel d'exploration de l'Algérie, du rôle des partenariats internationaux et des opportunités d'investissement émergentes dans son secteur amont". L'African Energy Week va réunir plus de 10.000 participants, dont plus de 300 ministres et 400 intervenants et près de 1.500 entreprises internationales, parmi lesquelles des compagnies énergé-



tiques, des investisseurs et des institutions financières. Il vise à favoriser la concrétisation de projets et de partenariats dans les hydrocarbures, le GNL, l'électricité et les énergies renouvelables, à travers notamment de nouveaux accords commerciaux et de financement.

H. B.

LA CONJONCTURE

Par R. N.

Clôture à Oslo des travaux du 15^e Sommet économique Pays nordiques-Afrique avec une participation remarquable de l'Algérie

Les travaux de la 15e édition du Sommet économique Pays Nordiques-Afrique ont été clôturés, jeudi à Oslo (Norvège), avec une participation remarquable de l'Algérie, en tant qu'invitée d'honneur spéciale. A cet titre, l'accent a été mis sur l'élargissement des perspectives de coopération et de l'orientation vers un partenariat fondé sur l'investissement et le transfert de technologie.

Chargé par le président de la République, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, M. Sid Ali Khaldi, conduit la délégation algérienne lors de ce Sommet, au cours duquel l'accent a été mis sur l'importance du renforcement du dialogue économique entre l'Afrique et les Pays-nordiques.

Cette rencontre économique internationale a, en outre, constitué une opportunité pour mettre en avant les capacités de l'Algérie dans divers domaines, dans le cadre de la dynamique actuelle visant à diversifier l'économie et à développer les exportations hors hydrocarbures.

De plus, il a été souligné que l'Algérie aspire à un véritable partenariat fondé sur l'investissement dans la transformation des ressources, le transfert d'expertise et de technologies, la formation, ainsi que l'échange de produits dans les deux sens, en sus de son engagement en faveur de l'intégration africaine qui se traduit par la réalisation de mégaprojets structurants, à l'instar de la route transsaharienne, du gazoduc transsaharien et du projet de dorsale à fibre optique.

A noter que la 15e édition du Sommet économique Pays nordiques-Afrique a vu la participation de plus de 250 responsables gouvernementaux et de 200 opérateurs économiques activant dans différents secteurs, notamment dans les secteurs de l'agriculture et de l'énergie.

Ce sommet a également été une occasion de réaffirmer l'attachement de l'Algérie à la nécessité de parachever la souveraineté politique de l'Afrique par la souveraineté économique, comme l'avaient aspiré les fondateurs de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et de l'Union africaine (UA), tout en soulignant que l'Algérie, qui fut hier la Mecque des révolutionnaires et des Hommes libres, aspire aujourd'hui à devenir une destination de partenariat et d'investissement.

Pour rappel, M. Khaldi avait coprésidé, mercredi à Oslo, avec le ministre de la Pêche et de la Politique océanique du Royaume de Norvège, Marianne Sivertsen Naess, l'ouverture officielle de l'événement "Algeria Day", organisé à la veille de la 15e édition du Sommet économique Pays nordiques-Afrique. Dans son allocution d'ouverture, M. Khaldi a souligné que le choix de l'Algérie en qualité d'invitée d'honneur spéciale à ce sommet revêt une profonde portée, traduisant la confiance et le respect dont jouit l'Algérie auprès du Royaume de Norvège, ainsi que la volonté commune de consolider les liens de coopération et de partenariat entre les deux pays et de les hisser à des horizons plus larges. A cet égard, M. Khaldi a salué la dynamique que connaissent les relations bilatérales sur les plans politique et diplomatique, soulignant l'aspiration des deux pays à les diversifier et à les élargir au-delà du secteur de l'énergie, pour englober d'autres domaines tels que l'agriculture et la pêche.

Le ministre a également invité les investisseurs norvégiens à saisir les opportunités de partenariat offertes en Algérie, à la lumière des réformes engagées pour améliorer le climat des affaires, notamment la stabilisation du cadre juridique de l'investissement, la création du guichet unique et le renforcement des garanties accordées aux partenaires étrangers.

Par ailleurs, le groupe Sonelgaz, représenté par Sonelgaz Internationale et la Société algérienne des industries électriques et gazières (SAIEG), a participé aux activités de la journée "Algerian Day" en Norvège, en présence de responsables gouvernementaux ainsi que de représentants d'entreprises économiques et du secteur privé des deux pays. Dans ce cadre, le P-DG de Sonelgaz Internationale, Yazid Djellouli, a présenté une communication intitulée "L'Algérie: un pôle énergétique et industriel d'avenir", mettant en lumière les capacités et potentialités de l'Algérie dans les domaines de l'énergie et de l'industrie, ainsi que les opportunités de développement des partenariats et des investissements internationaux.

La participation de Sonelgaz Internationale et de la SAIEG à cet événement traduit l'engagement du groupe Sonelgaz à renforcer sa présence sur la scène économique internationale et à promouvoir son expertise et ses capacités dans les secteurs de l'énergie, des industries électriques et gazières, de la fabrication et des services d'ingénierie.

Cette journée a également vu l'organisation d'une série de rencontres d'affaires B2B entre les représentants du groupe Sonelgaz et leurs homologues des entreprises norvégiennes, consacrées à l'examen des opportunités de coopération et de partenariat, ainsi qu'à l'exploration des possibilités de concrétiser des projets conjoints à forte valeur ajoutée pour les deux parties.

En outre, la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) a pris part aux travaux de la journée "Algeria Day", où son président, Tayeb Chebab, a signé avec le représentant de la Chambre de commerce d'Oslo, Christopher Vonheim, un mémorandum d'entente visant à renforcer la collaboration entre les deux chambres, et à échanger les expertises, expériences et bonnes pratiques, contribuant ainsi au développement des relations économiques et commerciales entre l'Algérie et la Norvège, à l'encouragement des contacts et visites mutuelles entre hommes d'affaires, et à l'ouverture de nouvelles perspectives pour l'établissement de partenariats et de projets conjoints.

R.N.

RENFORCEMENT DE LA PRÉSENCE DES PRODUITS ALGÉRIENS SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX

Le port d'Arzew exporte 20 000 tonnes d'acier vers les États-Unis

La production de bobines d'acier en Algérie connaît un essor majeur, marqué par le lancement de nouvelles capacités industrielles locales parmi lesquelles le groupe Tosyali Algérie de Bethioua (Arzew) dans la wilaya d'Oran). Il est important de noter d'emblée, qu'en Algérie, le complexe sidérurgique de Tosyali Algérie produit et exporte massivement des bobines d'acier vers les marchés internationaux, notamment aux États-Unis. A ce propos, il y a lieu de noter que ce groupe a produit sa première bobine d'acier laminé à froid (sur sa ligne PLTCM, après décapage et huilage) en Algérie, en juillet dernier, concrétisant le démarrage effectif de son grand complexe de laminage à froid. De plus, Tosyali dispose également d'une capacité de production de bobines laminées à chaud atteignant 4 millions de tonnes par an, couvrant plus de 500 variétés d'acier. Ainsi le port d'Arzew, dans la wilaya d'Oran vient d'expédier 20 127 tonnes de bobines d'acier à bord du navire « Federal Churchill », à destination des États-Unis. Cette expédition de la société « Tosyali Algeria », rentre dans le cadre des efforts déployés pour soutenir les exportations nationales hors du secteur des hydrocarbures, tout en concrétisant le renforcement de la présence des produits algériens sur les marchés internationaux. Dans un communiqué, l'Autorité portuaire d'Arzew explique que cette opération s'inscrit dans le cadre du soutien à l'activité d'exportation et de la garantie du bon déroulement des opérations portuaires, conformément aux recommandations du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, visant à développer la performance por-

tuaire et à renforcer sa contribution à la promotion des exportations nationales. La même source a ajouté que cette institution a confirmé que cette opération témoigne de la volonté du port de soutenir les opérations d'exportation et de faciliter le transport des produits industriels algériens vers les marchés étrangers. Ce qui reflète parfaitement la contribution ainsi que la diversification des exportations nationales renforçant la présence des produits algériens sur la scène internationale.

L'ALGÉRIE SUR LE PODIUM DU CLASSEMENT ARABE DES CAPACITÉS OPÉRATIONNELLES DE PRODUCTION D'ACIER EN 2026

Pour rappel, la fin du mois de mai dernier, un récent rapport publié par l'Unité de recherche de la plateforme Attaqa, l'Algérie s'est hissée à la troisième place du classement arabe des capacités opérationnelles de production d'acier en 2026, avec un volume annuel estimé à 8,7 millions de tonnes. Devant, seuls deux poids lourds régionaux résistent encore : l'Égypte, leader avec 15,6 millions de tonnes par an, et l'Arabie saoudite, créditée de 12 millions. Derrière, l'Algérie laisse plusieurs économies majeures dans son rétroviseur, preuve de la montée en puissance accélérée de son industrie lourde ces dernières saisons. D'autre part, une autre particularité est mise en avant par le même rapport indiquant que le modèle industriel algérien repose entièrement sur les fours à arc électrique. Une technologie plus souple, moins dépendante du charbon et davantage en phase avec les nouvelles exigences environnementales du secteur mondial.

Saïd Ben

SEMAINE DE L'ÉNERGIE À RIYAD, EN ARABIE SAOUDITE, DU 11 AU 15 OCTOBRE

L'Algérie pèse sur le dialogue mondial entre producteurs et consommateurs

Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, et le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, prendront part à la Semaine de l'Énergie à Riyad, en Arabie Saoudite, qui se tient du 11 au 15 octobre. C'est ce qu'a indiqué hier, un communiqué du ministère des Hydrocarbures.

À un moment où les marchés du pétrole et du gaz sont soumis à des tensions géopolitiques inédites, à une volatilité extrême et à des injonctions contradictoires autour de la transition énergétique, la présence de l'Algérie à Riyad n'est pas une simple formalité. C'est un acte politique fort.

Le point d'orgue de cette semaine sera la 17e réunion ministérielle du Forum International de l'Énergie, l'IEF. C'est la plus grande plateforme de dialogue au monde, la seule qui parvient à réunir autour de la même table les membres de l'OPEP, l'Agence internationale

de l'énergie, et les plus grands consommateurs de la planète comme la Chine, l'Inde, les États-Unis et l'Union européenne. C'est là que se joue, loin des déclarations médiatiques, la véritable stabilité du marché.

Pour l'Algérie, ce Forum est une maison familière. Le pays est membre permanent de son Conseil exécutif, son instance dirigeante, et il a déjà prouvé sa capacité d'organisation en accueillant avec succès à Alger la 15e réunion ministérielle. Cette constance et cet engagement illustrent une conviction profonde ancrée dans la doctrine algérienne : l'énergie ne peut pas être un champ d'affrontement. Elle doit être un espace de concertation permanente entre ceux qui produisent et ceux qui consomment. Sans ce dialogue, c'est l'ensemble de l'économie mondiale qui est menacé par des chocs de prix imprévisibles.

Cette philosophie est d'autant plus importante pour l'Algérie, dont l'économie repose en grande partie sur la production et l'exportation de pétrole et de gaz. L'IEF constitue pour Alger un espace privilégié pour défendre une vision équilibrée et responsable du marché. Une vision qui s'oppose aux approches à court terme et qui plaide pour des investissements de long terme, seuls capables de garantir la sécurité énergétique mondiale.

La composition même de la délégation algérienne traduit parfaite-

ment la stratégie nationale à double pilier. Mohamed Arkab porte la voix des hydrocarbures, le socle de la puissance énergétique du pays. L'Algérie s'est imposée ces deux dernières années comme le fournisseur le plus fiable de l'Europe en gaz naturel, celui qui a toujours honoré ses contrats et qui a même augmenté ses volumes lorsque le continent en avait le plus besoin. Avec les développements majeurs dans le bassin de Berkine, la modernisation de Hassi R'Mel et les méga-contrats signés par Sonatrach avec ses partenaires italiens, français et américains, Alger vient à Riyad avec un message de solidité et d'ambition. Pour continuer à investir des milliards dans l'exploration et la production, il faut des partenariats stables et des prix qui permettent une juste rémunération du risque.

À ses côtés, Mourad Adjal incarne l'Algérie de demain. En charge des Énergies renouvelables, il porte le message de la transition. L'Algérie ne se voit pas comme un simple pays pétrolier et gazier, mais comme un futur géant des énergies nouvelles. Le programme colossal de quinze mille mégawatts d'énergie solaire et éolienne, le développement de l'hydrogène vert dans le grand Sahara et le projet stratégique de corridor énergétique South2 Corridor qui doit relier l'Afrique du Nord à l'Europe, placent le pays au cœur



de la transition mondiale. Sa présence à Riyad rappelle que le dialogue ne doit pas opposer énergies fossiles et énergies vertes, mais les penser en complémentarité. L'enjeu pour l'Algérie à Riyad dépasse largement le cadre d'une réunion ministérielle. Il s'agit de consolider son statut de puissance énergétique méditerranéenne incontournable, à la fois producteur historique et acteur clé de la transition. Il s'agit aussi de défendre une idée fondamentale pour l'avenir, celle que le gaz naturel, dont l'Algérie est un détenteur majeur, doit être pleinement reconnu comme une énergie de transition indispensable

pour les prochaines décennies, notamment pour sortir le monde du charbon.

En choisissant de promouvoir inlassablement le dialogue entre producteurs et consommateurs, en refusant la logique des prix cassés qui découragent l'investissement et celle des superprofits qui pénalisent les économies, l'Algérie se positionne comme un faiseur de ponts, un facteur d'équilibre. Dans un monde énergétique de plus en plus fracturé, c'est ce rôle de médiateur crédible et de fournisseur responsable qui fait aujourd'hui la force de la voix algérienne à Riyad et sur la scène internationale.

Hamza B.

TOURISME

Affluence croissante des touristes étrangers vers les sites touristiques, archéologiques et historiques

Les sites touristiques, archéologiques et historiques de la wilaya de Constantine enregistrent, depuis le début de l'année 2026, une affluence croissante de touristes étrangers, témoignant de la dynamique touristique soutenue que connaît la ville des ponts suspendus, a indiqué samedi le directeur du tourisme et de l'artisanat, Riyad Amine Dahmani. Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a précisé que plus de 15.802 touristes étrangers, de différentes nationalités, notamment japonaise, australienne, américaine, allemande, belge, canadienne, italienne et polonaise, avaient visité les différents sites patrimoniaux de la wilaya à la fin du mois de septembre dernier. Parmi les sites les plus prisés figurent, notamment le palais d'Ahmed Bey, la mosquée l'Emir Abdelkader ainsi que le Musée public national Cirta, qui abrite une mosaïque représentant Vénus, datant du IIe siècle, et d'importantes collections numides, romaines et islamiques.

Les ponts emblématiques de la ville constituent également des destinations privilégiées pour les visiteurs étrangers. Ces ouvrages d'art, qui ont valu

à Constantine son surnom de "ville des ponts", comprennent, notamment le pont suspendu de Sidi M'Cid, long de plus de 164 mètres, le pont de Bab El Kantara et le pont de Sidi Rached, considéré comme l'un des ponts en pierre les plus remarquables au monde.

S'y ajoute le pont Mellah Slimane, qui surplombe les gorges du Rhummel.

Le parcours touristique englobe également la vieille ville, notamment les quartiers de Souika et de la Casbah, avec leurs ruelles étroites et leurs mosquées anciennes, le site archéologique de Tiddis, situé à 30 km au nord-ouest de Constantine, les arcs romains ainsi que la forêt de Djebel Ouahch, entre autres sites naturels et patrimoniaux.

M. Dahmani a estimé que cette progression de la fréquentation touristique était le fruit des efforts consentis par l'Etat en faveur du développement du secteur, des mesures incitatives destinées aux opérateurs ainsi que des projets structurants réalisés ou en cours de concrétisation.

Il a notamment cité la réhabilitation du Chemin des touristes, l'aménagement du Village des arts et de l'artisanat, la valorisation des sites patrimoniaux et la

mise en lumière des ponts, autant d'initiatives visant à renforcer l'attractivité touristique de la ville et à mettre davantage en valeur la richesse de son patrimoine.

LE PARTENARIAT AU CŒUR DE LA PROMOTION DES DESTINATIONS TOURISTIQUES

Les participants à la 5ème édition du Salon international du tourisme et des services "Annaba Siahia 2026", dont les activités se poursuivent à l'hôtel Sheraton d'Annaba, ont souligné, vendredi "l'importance de cet événement professionnel dans l'échange d'expériences, le renforcement du partenariat entre les opérateurs touristiques algériens et leurs homologues étrangers, ainsi que l'examen des opportunités de coopération pour le développement des services touristiques et la promotion des destinations".

Cet événement vise à "réunir les différents acteurs du secteur du tourisme, tels que les agences de voyages et de tourisme, les établissements hôteliers, les entreprises de transport et les gestionnaires de destinations touristiques, offrant ainsi des opportu-

nités de contact direct, d'établissement de partenariats, d'exploration des domaines de coopération et d'échange d'expertises professionnelles entre les participants algériens et leurs homologues étrangers", a déclaré, le commissaire du Salon, Mohamed Seddik Dida, à l'APS. De son côté, Ramzi Belbel, directeur d'une agence de voyages de l'est du pays, a estimé que le renforcement de la coopération entre les agences nationales et leurs homologues étrangères permet de développer des programmes touristiques diversifiés, d'améliorer les services fournis aux touristes et de tirer profit des expertises en matière de marketing et de gestion touristique.

De même, le représentant d'une entreprise de services touristiques et d'Omra du Royaume d'Arabie saoudite, Sami Naïf, a souligné l'importance de la participation à ce salon pour renforcer la communication avec les agences algériennes, examiner les opportunités de coopération, développer les programmes touristiques et diversifier les services proposés aux clients. Pour sa part, le directeur général d'un hôtel à Tabarka (Tunisie), Taïeb Zouairi, a mis en avant

l'importance du marché algérien pour les opérateurs touristiques tunisiens, soulignant que le salon "constitue une opportunité de faire connaître les atouts touristiques et les infrastructures hôtelières tunisiennes, tout en consolidant les relations professionnelles avec les opérateurs algériens".

Dans le même contexte, un responsable du complexe Hammam Bourguiba (Tunisie) a précisé que la participation continue au salon d'Annaba "reflète l'importance de cette manifestation dans la consolidation des relations professionnelles avec les opérateurs algériens ainsi que la présentation des services hôteliers et des offres touristiques".

La 5ème édition du salon international "Annaba Siahia 2026", dont les travaux se clôtureront demain samedi est marqué par la participation d'entreprises et de professionnels du secteur issus de plusieurs pays arabes et étrangers. Son programme comprend des rencontres professionnelles entre opérateurs, ainsi que des présentations visant à faire découvrir les potentialités naturelles, culturelles et historiques de la wilaya d'Annaba et des wilayas limitrophes.

R.N.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE CHANEGRIHA :

« L'Algérie est un facteur de stabilité dans son environnement régional et aborde les crises du Sahel comme un partenaire authentique »

Le ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le Général d'Armée Saïd Chanegriha, effectue, à partir de samedi, une visite de travail et d'inspection en 3^e Région militaire, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

La visite a été entamée depuis le siège du commandement de la région à Béchar, où après la cérémonie d'accueil organisée par le Général-major Nasreddine Fodhil, Commandant de la 3^e Région militaire, le Général d'Armée a observé un moment de recueillement à la mémoire du héros martyr "Moustapha Ben Boulaid", dont le siège du commandement de la région porte son nom, de même qu'il a déposé une gerbe de fleurs devant sa stèle commémorative, avant de réciter la Fatiha du Saint Coran à sa mémoire et à celle des valeureux Chouhada, précise la même source. Lors de sa rencontre avec les cadres



et les personnels de la Région, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, a prononcé une allocution d'orientation, suivie par visioconférence, par l'ensemble des personnels de la 3^e Région militaire, dans laquelle il a souligné que "l'Algérie a toujours été un facteur de stabilité dans sa sous-région, grâce à son engagement constant en faveur du renforcement des liens de fraternité, de solidarité et de bon voisinage, ainsi qu'à son attachement indéfectible au respect de la souveraineté et de l'indépen-

dance des Etats". "L'Algérie a toujours été et continue d'être un facteur de stabilité dans sa sous-région, grâce à son engagement constant en faveur du renforcement des liens de fraternité, de solidarité et de bon voisinage, ainsi qu'à son attachement indéfectible au respect de la souveraineté et de l'indépendance des Etats, conformément aux principes du droit international", a-t-il indiqué. "Dans ce contexte, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, président de la République, Chef

suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a toujours mis l'accent sur le lien indissociable entre la sécurité et le développement, pour faire face aux défis multidimensionnels auxquels est confrontée la région du Sahel, en affirmant que les démarches de l'Algérie pour aider les pays de cette zone géopolitique, tant sur les plans socio-économique que militaire, découlent de sa ferme conviction que la sécurité des Etats de cette région est le prolongement naturel de sa propre sécurité nationale", a-t-il ajouté. Le Général d'Armée Saïd Chanegriha a également affirmé que "l'Algérie n'aborde pas les crises du Sahel en tant qu'acteur externe, mais comme un partenaire authentique, conscient que la stabilité de ses voisins est une condition essentielle pour sa propre stabilité et que le développement global est le meilleur moyen de protéger les populations de la région contre le terrorisme, l'extrémisme et les crimes connexes". "Ces démarches se sont notamment concrétisées par le lancement

de projets structurants prometteurs, ayant pour objectif de renforcer les infrastructures de base communes et contribuer à la création de nouvelles opportunités de développement. L'Algérie n'aborde pas les crises du Sahel en tant qu'acteur externe, mais comme partenaire authentique, conscient que la stabilité de ses voisins est une condition essentielle pour sa propre stabilité et que le développement global est le meilleur moyen de protéger les populations de la région contre le terrorisme, l'extrémisme et les crimes connexes", a-t-il dit. Au terme de cette rencontre, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, a écouté les interventions et les préoccupations des personnels de la 3^e Région militaire, qui ont exprimé "leur volonté de poursuivre les efforts et d'accomplir au mieux les missions assignées, notamment en matière de sécurisation des frontières et de protection du territoire national contre tous les fléaux et les éventuelles menaces", conclut le communiqué du MDN.

R.N.

CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE NATIONALE DE LA DIPLOMATIE ALGÉRIENNE

Attaf réaffirme les positions historiques de l'Algérie en faveur des causes justes

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a réaffirmé, jeudi, les positions historiques de l'Algérie en faveur des causes justes, soulignant qu'il est impossible de bâtir un système international plus juste sans rendre justice aux peuples opprimés et aux peuples aspirant à réaliser leurs espoirs.

Dans une allocution prononcée à l'occasion de la cérémonie de célébration de la Journée nationale de la diplomatie algérienne, coïncidant cette année avec le 81^e anniversaire de la création de l'Organisation des Nations unies, M. Attaf a indiqué que les représentants des Etats du monde, réunis dans le cadre des travaux de la 81^e session de l'Assemblée générale des Nations unies, "se sont retrouvés autour d'une même réalité : le système des relations internationales traverse une crise majeure", ajoutant que "ce qui exprime peut-être le mieux la gravité et la sensibilité de cette situation de crise, c'est ce sentiment mêlant une certaine frustration à une inquiétude croissante et à une part non négligeable d'incertitude quant à ce que l'avenir nous réserve". "Ce sont des sentiments nourris par les mutations préoccupantes qui entourent notre monde et par les interrogations que ces transformations soulèvent quant à l'avenir du système international et à la capacité de la communauté internationale à demeurer fidèle aux principes qu'elle s'est elle-même fixés", a-t-il poursuivi. Dans ce contexte, M. Attaf a relevé plusieurs sources d'inquiétude, à commencer par la situation à laquelle est parvenue l'Organisation des Nations unies, face aux tentatives de marginalisation de son rôle et à la multiplication de pratiques et de comportements contraires aux buts et aux principes de sa Charte, le recul dangereux du respect du droit international et le mépris manifeste, voire la remise en cause, de règles qui sont censées être contraignantes pour tous, et non être appliquées de manière sélective et discriminatoire selon ce qu'imposent les rapports de force. Il a également considéré l'affaiblissement continu du multilatéralisme comme une autre source d'inquiétude, "au moment même où celui-ci a plus que jamais besoin d'être préservé et

renforcé, en raison du repli sur soi, de la tendance à l'unilatéralisme et de la propagation des égoïsmes".

"De là découle notre conviction profonde que la sécurité est indissociable de la justice, que la stabilité est indissociable de la légitimité et que le développement est indissociable de la paix", a-t-il soutenu, soulignant qu'"il est impossible de bâtir un système international plus juste sans rendre justice aux peuples opprimés et aux peuples aspirant à réaliser leurs espoirs et à exercer leur droit à l'autodétermination".

C'est à partir de cette vision, poursuit-il, que "l'Algérie s'est engagée, au début de cette année, dans une démarche visant à contribuer à l'élaboration d'une solution politique durable et juste à la question du Sahara occidental", partant d'une "conviction profondément ancrée : une solution juste et définitive à cette question contribuerait à accélérer la réalisation des droits du peuple sahraoui et à ouvrir à la région de nouvelles perspectives de sécurité et de stabilité".

Il a insisté à nouveau sur l'importance de parvenir à "une solution qui mette fin au conflit, une solution qui rende justice au peuple du Sahara occidental, une solution qui préserve la crédibilité des Nations unies et une solution qui renforce la sécurité, la stabilité et l'intégration de la région, de manière à répondre aux aspirations de ses peuples au bien-être et au développement". "C'est pourquoi tout écart par rapport à ces constantes, tout contournement de ces principes ou toute mise à l'écart de ces références ne pourrait que nous éloigner de l'objectif recherché, à savoir parvenir à une solution politique juste, durable et acceptable par les deux parties au conflit, une solution qui rassure l'ensemble des peuples et des Etats de la région", a-t-il soutenu. Dans ce contexte, "l'Algérie suit avec beaucoup d'étonnement, mêlé à une préoccupation légitime, les tentatives visant à détourner la question du Sahara occidental de son essence, c'est-à-dire de son caractère de question de décolonisation, pour la réduire à une simple question de réfugiés", a dit le ministre d'Etat, affirmant que les réfugiés sahraouis sont "les dépositaires d'une cause juste et les défenseurs d'un droit originel à l'autodétermination". A cet égard, il a mis en

garde contre "toute tentative de contourner la légalité internationale et la doctrine des Nations unies en matière de décolonisation ainsi que sa pratique constante en la matière, de faire abstraction du droit du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination et d'établir et de légitimer un fait accompli imposé au Sahara occidental". M. Attaf a, par ailleurs, réaffirmé "le soutien total et inconditionnel de l'Algérie aux droits légitimes et inaliénables du peuple palestinien, au premier rang desquels figure son droit naturel à établir son Etat indépendant, pleinement souverain, avec Al-Qods Al-Sharif pour capitale".

Dans ce contexte, il a condamné toutes les agressions contre le peuple palestinien sans défense et réaffirmé la nécessité de "respecter les résolutions de la légalité internationale, afin de permettre au peuple palestinien d'exercer ses droits nationaux légitimes", tout en appelant la communauté internationale à "une mobilisation sérieuse face à la machine génocidaire à Ghaza et en Cisjordanie".

L'Algérie, poursuit le ministre d'Etat, "exprime également son regret face à l'engagement de tous les efforts visant à ouvrir des voies susceptibles de mettre fin au conflit qui se déroule dans la région du Golfe". "Elle renouvelle son soutien à ces efforts et appelle ceux qui les conduisent à faire preuve de patience et à poursuivre leurs bons offices, malgré la difficulté de leur mission", a-t-il dit.

"L'Algérie condamne l'escalade dont sont victimes les Etats et les peuples de la région et renouvelle son soutien et sa pleine solidarité avec ses frères du Golfe", a ajouté le ministre d'Etat. "C'est pourquoi nous espérons que prévaudra le langage du dialogue et de la raison, que la sagesse et la clairvoyance l'emporteront et que des efforts seront déployés pour contenir le conflit, avant que son cercle ne s'élargisse et avant que le coût de sa maîtrise ne dépasse la capacité de tous à le supporter", a-t-il poursuivi. M. Attaf a également condamné les atteintes à la souveraineté du Liban et de la Syrie de la part de l'occupant sioniste, réaffirmant la solidarité de l'Algérie avec les dirigeants et les peuples des deux pays frères. Il a aussi condamné ce que subissent

la Libye, le Soudan, la Somalie et le Yémen, tout en réaffirmant le soutien de l'Algérie à la légitimité dans ces pays, ainsi qu'à leur unité et leur intégrité territoriale, et son rejet de toute démarche visant à démanteler leurs institutions, à affaiblir leurs Etats ou à transformer leurs crises en espaces ouverts aux interventions étrangères.

LA SÉCURITÉ DE L'ALGÉRIE NE PEUT ÊTRE DISSOCIÉE DE CELLE DE SON ENVIRONNEMENT

Dans cette optique, l'Algérie insiste sur l'importance de faire prévaloir les valeurs de solidarité et de bon voisinage qu'elle considère comme "un choix profondément ancré et une conviction profonde selon laquelle la sécurité de l'Algérie ne peut être dissociée de celle de son environnement, et que la stabilité du voisinage constitue un intérêt commun, une responsabilité commune et un devoir commun", a soutenu le ministre d'Etat.

C'est dans cette perspective que l'Algérie "considère la région du Sahel non pas uniquement comme un espace de crises sécuritaires, mais comme un espace humain et historique intégré, dans lequel les défis de sécurité se mêlent aux défis du développement et où les considérations politiques croisent les dimensions économiques, sociales et humanitaires", a-t-il expliqué, affirmant que l'Algérie "encourage le dialogue et la réconciliation et soutient tout effort sincère visant à traiter les causes et les racines des crises, dans le plein respect de la souveraineté, de l'indépendance, de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale des Etats".

"Comme l'a justement analysé le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, analyse dont tous les développements récents dans la région ont confirmé la pertinence : les problèmes du Sahel ne peuvent être réduits à leur seule dimension sécuritaire, une stabilité durable ne peut être construite sur la seule approche sécuritaire et militaire, et les manifestations de la crise régionale ne peuvent être traitées en laissant ses causes profondes se multiplier, voire se gangrener", a souligné M. Attaf.

H. B.

SALON INTERNATIONAL "ANNABA SIAHA 2026" :

Le partenariat au cœur de la promotion des destinations touristiques

Les participants à la 5ème édition du Salon international du tourisme et des services "Annaba Siahia 2026", dont les activités se poursuivent à l'hôtel Sheraton d'Annaba, ont souligné l'importance de cet événement professionnel dans l'échange d'expériences, le renforcement du partenariat entre les opérateurs touristiques algériens et leurs homologues étrangers, ainsi que l'examen des opportunités de coopération pour le développement des services touristiques et la promotion des destinations".

Cet événement vise à "réunir les différents acteurs du secteur du tourisme, tels que les agences de voyages et de tourisme, les établissements hôteliers, les entreprises de transport et les gestionnaires de destinations touristiques, offrant ainsi des opportunités de contact direct, d'établissement de partenariats, d'exploration des domaines de coopération et d'échange d'expertises professionnelles entre les participants algériens et leurs homologues étrangers", a déclaré, le commissaire du Salon,



Mohamed Seddik Dida, à l'APS. De son côté, Ramzi Belbel, directeur d'une agence de voyages de l'est du pays, a estimé que le renforcement de la coopération entre les agences nationales et leurs homologues étrangères permet de développer des programmes touristiques diversifiés, d'améliorer les services fournis aux touristes et de tirer profit des expertises en matière de marketing et de gestion touristique. De même, le représentant d'une entreprise de services touristiques et d'Omra du Royaume d'Arabie saoudite, Sami Naïf, a souligné l'importance de la participation à ce salon pour renforcer la communication avec les agences algériennes, examiner les opportunités

de coopération, développer les programmes touristiques et diversifier les services proposés aux clients. Pour sa part, le directeur général d'un hôtel à Tabarka (Tunisie), Taïeb Zouairi, a mis en avant l'importance du marché algérien pour les opérateurs touristiques tunisiens, soulignant que le salon "constitue une opportunité de faire connaître les atouts touristiques et les infrastructures hôtelières tunisiennes, tout en consolidant les relations professionnelles avec les opérateurs algériens". Dans le même contexte, un responsable du complexe Hammam Bourguiba (Tunisie) a précisé que la participation continue au salon d'Annaba "reflète l'importance de

cette manifestation dans la consolidation des relations professionnelles avec les opérateurs algériens ainsi que la présentation des services hôteliers et des offres touristiques". La 5ème édition du salon international "Annaba Siahia 2026", dont les travaux se clôtureront demain samedi est marqué par la participation d'entreprises et de professionnels du secteur issus de plusieurs pays arabes et étrangers. Son programme comprend des rencontres professionnelles entre opérateurs, ainsi que des présentations visant à faire découvrir les potentialités naturelles, culturelles et historiques de la wilaya d'Annaba et des wilayas limitrophes.

SALON INTERNATIONAL DE L'INDUSTRIE À SÉTIF Affluence notable des stagiaires de la formation professionnelle

La deuxième édition du Salon international de l'industrie, qui se tient au Palais des expositions "El Maabouda" à Sétif, a enregistré vendredi une affluence notable des stagiaires des établissements de formation professionnelle de la wilaya, venus découvrir les opportunités d'apprentissage et de formation pratique, ainsi que s'informer sur les besoins des entreprises industrielles en main-d'œuvre qualifiée. "Ce salon international constitue un espace de renforcement de la complémentarité entre le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels et les entreprises industrielles, permettant d'adapter les programmes de formation aux exigences des métiers et spécialités fortement demandés sur le marché du travail", a indiqué, dans ce contexte, le directeur de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya de Sétif, Ahmed Belgarni, à l'APS. Le même responsable a souligné que cette manifestation "offrait l'occasion de renforcer les liens entre les établissements de formation et d'enseignement professionnels et les opérateurs industriels, notamment à travers l'identification des besoins des entreprises en main-d'œuvre qualifiée et la définition des perspectives d'insertion professionnelle des stagiaires". Selon le même responsable, l'ouverture du secteur sur l'environnement économique constitue "l'un des axes fondamentaux que le secteur s'emploie à concrétiser". Il a précisé que des visites régulières avaient été effectuées au salon, depuis son ouverture, par les directeurs des centres et instituts de formation et d'enseignement professionnels, dans le but de consolider les relations avec les entreprises industrielles, d'explorer les possibilités de coopération et de nouer des partenariats concrets favorisant le développement de la formation et son adaptation aux exigences du terrain. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer et à élargir le partenariat entre le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels et les opérateurs économiques, afin de former une main-d'œuvre qualifiée répondant aux besoins des entreprises industrielles et de favoriser l'insertion professionnelle des jeunes, selon la même source. De son côté, un stagiaire de l'Institut national spécialisé de formation professionnelle Ahmed Zabana, situé dans la commune d'Aïn Oulmene, au sud de Sétif, a indiqué que le salon lui avait permis de découvrir de près le monde de l'industrie et de mieux cerner les besoins des entreprises en matière de spécialités et de compétences professionnelles. Le stagiaire a également salué l'organisation de cette manifestation, estimant qu'elle offrait aux apprenants et aux stagiaires des établissements de formation et d'enseignement professionnels davantage d'opportunités d'apprentissage et de formation pratique, leur permettant d'acquérir une expérience de terrain, de développer leurs compétences et de faciliter leur insertion sur le marché du travail après l'obtention de leur diplôme. Pour rappel, 55 exposants représentant des entreprises publiques et privées algériennes et chinoises prennent part à cette manifestation, qui prendra fin samedi. Ils y présentent une gamme diversifiée de produits industriels dans les domaines de la mécanique, de la plasturgie, de l'emballage, de l'énergie et du textile, entre autres, ainsi que différents services financiers et d'assurance.

ORAN :

Plus de 400 participants aux 4es Journées internationales de médecine interne

Quelque 400 médecins et spécialistes en médecine interne prennent part aux 4es Journées internationales de médecine interne du Centre hospitalo-universitaire (CHU) d'Oran, dont les travaux ont débuté vendredi. Présidée par le professeur Amine Chami, chef du service de médecine interne du CHU d'Oran, cette manifestation scientifique, organisée sous l'égide du ministère de la Santé, vise à favoriser la formation continue, l'échange d'expériences entre spécialistes et la présentation des dernières avancées médicales et thérapeutiques. Le programme s'articule autour de quatre axes principaux : le

diabète, les maladies thromboemboliques veineuses, les liens entre les pathologies pulmonaires et la médecine interne, ainsi que les nouveautés en matière de diagnostic et de prise en charge des maladies rares. Abordant ces thématiques, le Pr Chami a souligné la nécessité d'actualiser régulièrement les connaissances des médecins, notamment face à la progression du diabète, dont 4,8 millions de cas ont été recensés en Algérie au cours de l'année écoulée, selon les chiffres qu'il a avancés. Il a également insisté sur l'importance du dépistage précoce, de la prévention des facteurs de risque, de l'amélioration du

diagnostic et de la rapidité de la prise en charge des maladies thromboemboliques veineuses. Les relations entre les maladies pulmonaires, les pathologies auto-immunes et les troubles cardiovasculaires, ainsi que le diagnostic précoce des maladies rares, figurent également au programme de ces journées, qui se poursuivent pendant deux jours. Plusieurs communications sont prévues, notamment sur l'hypertension pulmonaire, l'obésité et les risques cardiovasculaires, ainsi que les nouveaux traitements du diabète de type 2, entre autres.

CLASSEMENT MONDIAL DE SHANGHAI

L'Université de Sidi Bel Abbès première en Afrique et au Maghreb en génie civil

L'Université "Djillali-Liabès" de Sidi Bel Abbès a décroché la première place en Afrique et au Maghreb dans le classement mondial de Shanghai, dans le domaine du génie civil, a indiqué un communiqué du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. L'Université Djillali-Liabès occupe la première place en Afrique et au Maghreb en génie civil, dans la catégorie des 201-300 meilleurs établissements universitaires au monde, et la pre-

mière place au Maghreb et la deuxième en Afrique en génie mécanique, dans la catégorie des 301-400 meilleurs établissements universitaires au monde, précise le ministère. Ce résultat, relève le ministère, reflète "l'engagement constant en faveur de l'amélioration des performances de l'université algérienne et de la consolidation de sa place à l'échelle internationale". Dans ce cadre, le recteur de l'Université, Bouziani Merahi, a souligné que cette distinction "vient s'ajouter aux réalisations internationales qui renforcent la

place de l'université algérienne sur la carte de l'excellence académique et de la recherche scientifique et confortent sa présence parmi les établissements d'enseignement supérieur et de recherche scientifique de premier plan, grâce aux résultats particulièrement remarquables obtenus dans le classement mondial de Shanghai des spécialités académiques, qui figure parmi les principaux classements internationaux de référence pour l'évaluation des performances des universités et des établissements de recherche scienti-

fique dans les différentes spécialités". Cette nouvelle distinction vient également confirmer que "les résultats obtenus par l'Université de Sidi Bel Abbès ne sont pas une réussite ponctuelle, mais le fruit d'un travail académique et scientifique continu et du développement constant des systèmes de recherche, de formation et d'innovation, au service de son rayonnement mondial", a-t-il dit, ajoutant que ces efforts démontrent "la capacité de l'université algérienne à rivaliser sur la scène internationale".

POUR QUE LE PEUPLE SAHRAOUI RECOUVRE SON INDÉPENDANCE

La responsabilité de l'ONU demeurera engagée

La délégation algérienne participant, à New York, aux travaux de la 4e Commission de l'ONU, chargée des questions politiques spéciales et de la décolonisation a souligné que la question du Sahara occidental demeure, au regard du cadre onusien, celle d'un territoire non autonome dont le processus de décolonisation n'est pas encore achevé, soulignant que l'absence d'un mécanisme international indépendant et permanent de surveillance des droits de l'homme limite le contrôle international de la situation dans le territoire.

Intervenant devant la Commission chargée des questions politiques spéciales et de la décolonisation (4e Commission) de l'Assemblée générale de l'ONU à New York, le président de l'Académie de la jeunesse algérienne et membre du Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui, Samir Bouaziz, a déclaré que le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance est un "droit inhérent, inaliénable et imprescriptible, qui ne saurait être confisqué, différé ou remplacé par des arrangements imposés ou une politique du fait accompli, mais qu'il convient de permettre au peuple sahraoui d'exprimer librement et démocratiquement sa volonté".

Il a insisté sur le fait que la responsabilité juridique et politique de l'ONU demeure engagée jusqu'à l'achèvement du processus de décolonisation, y compris la pleine mise en œuvre du mandat de la Mission des Nations



Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), et jusqu'à ce que le peuple sahraoui puisse exercer librement et démocratiquement son droit à l'autodétermination.

De son côté, Tarek Djeklafi, conseiller à l'Académie de la jeunesse algérienne, a estimé que "l'attachement au processus de règlement politique sous l'égide des Nations Unies n'est pas simplement une option diplomatique, mais constitue l'unique voie à même de garantir la stabilité régionale en Afrique du Nord".

Dans le même sens, le membre du Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui, Yefri Benzerga, a évoqué "la longue attente du peuple sahraoui pour obtenir son droit à

l'autodétermination (...) alors que les territoires sahraouis occupés connaissent de vastes opérations de pillage des ressources du peuple sahraoui par l'occupant marocain".

"Combien de résolutions supplémentaires faudra-t-il pour que la volonté du peuple du Sahara occidental soit respectée ? et combien de générations devront attendre pour exercer leur droit à la liberté et à l'indépendance ?", s'est interrogé, pour sa part, le membre du Comité, Adel Ghabouli.

"L'attente a un prix, payé par des familles séparées par des décennies de conflit, des réfugiés qui vivent depuis longtemps dans les camps et des jeunes qui veulent construire leur avenir sur leur

terre", a-t-il ajouté.

Comme à son accoutumée chaque fois qu'il est question de voix soutenant les Nations unies et revendiquant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance, la délégation marocaine a interrompu à plusieurs reprises les auditions des pétitionnaires réclamant ce droit.

Les interventions en faveur de la cause sahraouie et du droit de son peuple à l'autodétermination ont suscité de vives réactions parmi les membres de la délégation marocaine, qui ont tenté de perturber le bon déroulement de la séance, ce qui a provoqué de vives protestations de la part des délégations présentes.

SAHARA OCCIDENTAL

L'autodétermination, une référence fondamentale dans l'approche de l'ONU

Le dernier rapport du Secrétaire général des Nations unies sur la question du Sahara occidental confirme que le cœur de ce dossier demeure lié au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, en tant que droit inhérent et imprescriptible, a indiqué le politologue et expert en questions géopolitiques et sécuritaires, Ahmed Mizab. Dans une déclaration à l'APS, Mizab a affirmé que ce droit constitue "une référence fondamentale" dans l'approche des Nations unies à l'égard de ce dossier. "L'importance de cette confirmation tient au fait que le statut final du Sahara occidental n'est toujours pas réglé et qu'aucun règlement politique ne saurait faire abstraction de la volonté du peuple sahraoui ni préjuger de l'issue de l'exercice de son droit à l'autodétermination", a précisé l'expert. Pour lui, la question est, au fond, non pas simplement un différend politique ou régional, mais une question de décolonisation inscrite depuis des décennies à l'ordre du jour des Nations unies. "Dans cette perspective, la relance du processus politique ne prend véritablement son sens que dans la mesure où elle contribue à permettre au peuple sahraoui d'exercer librement son droit à l'autodétermination, dans le respect de la légalité internationale et avec les garanties nécessaires", a-t-il expliqué. L'expert en questions géopolitiques et sécuritaires a estimé que la prorogation du mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) confirme "la permanence de la responsabilité de l'ONU à l'égard de cette question, ainsi que l'importance de préserver le mécanisme onusien lié au processus politique et à l'exercice, par le peuple sahraoui, de son droit. "Il importe éga-

lement de maintenir une distinction claire entre les parties au conflit et les Etats voisins. Le Maroc et le Front Polisario sont les deux parties directement concernées par le conflit, tandis que l'Algérie demeure un Etat voisin et observateur, qui soutient le processus onusien et réaffirme son attachement aux principes du droit international et au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", a-t-il dit. Dans ce sens, M. Mizab a indiqué qu'il ne considère pas le dernier rapport de Guterres comme "une simple reconduction technique du mandat de la MINURSO", mais comme "la confirmation que la question du Sahara occidental n'est pas juridiquement ou politiquement close et que le droit du peuple sahraoui

à l'autodétermination demeure un droit inhérent". Il a ajouté qu'"il ne saurait y avoir de règlement juste, durable et définitif de la question du Sahara occidental sans permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit imprescriptible, librement et sans contrainte, dans le cadre de la légalité internationale". Le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, avait réaffirmé, dans son dernier rapport annuel sur le Sahara Occidental, le droit inaliénable du peuple sahraoui à autodétermination, tout en exprimant sa profonde préoccupation face à la situation des droits de l'homme dans le territoire occupé.

RÉFÉRENDUM AU SAHARA OCCIDENTAL (MINURSO) :

Le peuple sahraoui poursuivra son combat pour l'indépendance par tous les moyens légitimes

Le représentant du Front Polisario auprès des Nations unies et coordinateur de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), Sidi Mohamed Omar, a réaffirmé l'attachement du peuple sahraoui à ses droits inaliénables, réitérant sa détermination à poursuivre son combat pour la concrétisation de ses aspirations nationales à la liberté et à l'indépendance par tous les moyens légitimes, rapporte l'agence de presse sahraouie SPS. « Le message du peuple sahraoui au monde est aujourd'hui très clair: nous ne renoncerons jamais à nos droits inaliénables et continuerons de défendre nos aspirations nationales à la liberté et à l'indépendance par tous les moyens légitimes », a-t-il déclaré devant la Commission des « questions politiques spéciales et décolonisation » (Quatrième Commission) de l'Assemblée générale des Nations unies. M. Sidi Mohamed Omar a souligné, à l'occasion, que la question du Sahara occidental, dernière colonie en Afrique, relève clairement de la décolonisation, rappelant que le conflit est inscrit à l'ordre du jour des Nations unies depuis 1963. Il a ajouté que le processus de décolonisation au Sahara occidental demeure inachevé en raison de l'occupation marocaine continue du territoire depuis 1975, rappelant, dans ce contexte, que l'Assemblée générale des Nations unies a fermement condamné cette occupation dans ses résolutions 34/37 de 1979 et 35/19 de 1980, entre autres.

COLÈRE AU MAROC : Face à la persistance du Makhzen à utiliser la culture comme couverture à la normalisation avec l'entité sioniste

La Campagne marocaine pour le boycott académique et culturel de l'entité sioniste a dénoncé l'organisation de la troisième édition du festival « Rencontres Esther et Salma » du 8 au 11 octobre, y voyant une initiative de normalisation culturelle avec l'entité sioniste, dans un contexte de montée de la contestation au sein des milieux universitaires, syndicaux et culturels marocains contre les différentes formes de normalisation. Dans un communiqué, la Campagne a dénoncé la présence et l'hommage rendu à des personnalités sionistes, lors de ce festival, estimant que ces initiatives contribuent à banaliser les relations avec l'entité sioniste, tout en occultant les crimes et le génocide dont le peuple palestinien est victime à Ghaza, ainsi que les violences au Liban, critiquant par la même occasion, l'instrumentalisation de la culture comme moyen de promouvoir la normalisation. Elle a souligné que la lutte contre la normalisation demeure une nécessité permanente, devenue plus urgente que jamais face à la poursuite de l'agression sioniste à Ghaza, à l'intensification du nettoyage ethnique en Cisjordanie occupée, y compris à El-Qods, et aux attaques contre le Liban et les peuples de la région. Elle a appelé l'ensemble des participants au festival à se retirer « immédiatement » et à ne pas permettre que leurs noms et leurs œuvres soient utilisés pour « légitimer » la normalisation, exhortant les organisateurs d'annuler l'événement ou d'en supprimer les composantes qu'elle considère comme relevant de la normalisation, dans le respect des principes du boycott académique et culturel et de la position du peuple marocain opposé à cette démarche. La Campagne a rappelé que le peuple marocain a, à plusieurs reprises, exprimé son soutien à la lutte de libération palestinienne, notamment à travers des mobilisations et le déploiement du drapeau palestinien lors de différentes manifestations. Cette contestation s'inscrit dans un mouvement plus large porté par des syndicats universitaires, des organisations étudiantes et des associations de défense des droits, qui multiplient les pétitions et les rassemblements pour dénoncer la présence de la normalisation dans les espaces éducatifs, artistiques et sociaux. Des universitaires et des analystes estiment que la normalisation culturelle et académique fonctionne comme une forme de « puissance douce », susceptible d'influencer la conscience collective et d'affaiblir la place de la cause palestinienne auprès des jeunes générations, à travers les arts et l'enseignement. Dans le cadre des campagnes contre la normalisation, la Commission marocaine de lutte contre la normalisation dans l'éducation, l'encadrement et les études au Maroc a mis en garde, dans un communiqué, contre l'incursion de l'entité sioniste dans ce secteur sensible, affirmant que l'école ne doit pas servir de lieu destiné à accueillir des relations douteuses, des programmes ou des partenariats contribuant à la normalisation avec l'occupation, qualifiée de criminelle et meurtrière, ou à en blanchir l'image dans les établissements éducatifs. La Commission a exprimé son rejet catégorique de toute transformation de l'éducation en « passerelle vers la normalisation », alors que les écoles palestiniennes sont détruites et que les enfants palestiniens sont privés de leur droit à l'éducation, mettant en garde contre les projets visant à pénétrer ce secteur. Elle a enfin appelé à « surveiller et à combattre toutes les formes de normalisation éducative, culturelle et académique visant à blanchir l'image de l'entité sioniste fasciste et de ses crimes ou à la présenter comme un acteur ordinaire dans le domaine éducatif », réitérant son rejet de tout accord, programme ou activité éducative susceptible de transformer les établissements scolaires marocains en espaces de normalisation.

L'EUROPE, L'ALGÉRIE ET LE SUD

Les limites d'une puissance sans stratégie méditerranéenne

Par : Salah Lakoues

L'Europe regarde vers l'Est pour contenir la Russie, vers l'Ouest pour préserver son alliance avec les États-Unis, mais elle continue de sous-estimer le Sud, pourtant déterminant pour sa sécurité énergétique, sa stabilité politique et son avenir industriel.

Cette contradiction constitue l'une des faiblesses majeures de sa stratégie internationale. Alors que Washington consolide ses positions dans son environnement continental et que Pékin déploie méthodiquement ses corridors commerciaux, industriels et énergétiques en Asie, en Afrique et jusqu'aux portes de l'Europe, l'Union européenne peine à transformer son poids économique en une puissance géopolitique pleinement autonome. Or, aucune stratégie européenne crédible ne peut se construire durablement en ignorant la Méditerranée et l'Afrique. Ces deux espaces ne sont pas des périphéries dont Bruxelles pourrait se préoccuper uniquement lorsque surgissent une crise migratoire, une rupture d'approvisionnement ou une menace sécuritaire. Ils constituent une profondeur stratégique essentielle : un espace de production énergétique, de développement industriel, de circulation commerciale, de coopération technologique et de stabilisation politique. Au cœur de cette géographie se trouve l'Algérie. Par sa façade méditerranéenne, ses ressources gazières, son potentiel solaire, ses infrastructures reliant l'Afrique du Nord à l'Europe et sa position au contact du Sahel, elle dispose d'atouts qui dépassent largement son statut de fournisseur d'hydrocarbures. Elle peut devenir l'un des pivots d'une nouvelle architecture euro-africaine, à condition que ses ambitions énergétiques se traduisent en capacités industrielles et que l'Europe accepte de construire avec elle une relation fondée sur la réciprocité. L'Italie semble avoir compris cette réalité avec son Plan Mattei. L'Espagne l'a apprise à travers les contradictions de sa politique méditerranéenne. L'Allemagne cherche à diversifier ses approvisionnements et à préparer l'économie de l'hydrogène. La France, pourtant dotée d'une longue expérience diplomatique, d'une présence historique en Afrique et d'une position géographique privilégiée, demeure handicapée par ses contradictions politiques et la persistance de contentieux avec Alger. Mais le problème dépasse les relations entre quelques capitales. Il révèle une faiblesse plus profonde de l'Union européenne : elle sait négocier des contrats, mais peine encore à construire



une stratégie commune de puissance avec son voisinage méridional. L'enjeu n'est donc pas simplement de savoir combien de gaz l'Algérie peut exporter, combien de mégawatts solaires elle peut installer ou combien de tonnes d'hydrogène elle pourrait produire demain. Il est de déterminer si l'Europe saura convertir cette proximité géographique en une interdépendance organisée, capable de renforcer simultanément sa sécurité, son industrie et son autonomie stratégique.

L'EUROPE, PUISSANCE ÉCONOMIQUE ET VULNÉRABILITÉ STRATÉGIQUE

L'Union européenne possède des capacités financières, scientifiques, technologiques et industrielles considérables. Pourtant, ces ressources ne lui garantissent pas une autonomie stratégique effective. La dépendance énergétique en constitue l'une des illustrations les plus évidentes. En 2024, l'Union européenne a produit environ 43 % de l'énergie qu'elle consommait et importé les 57 % restants. Cette dépendance ne signifie pas qu'elle soit incapable d'agir, mais elle réduit ses marges de manœuvre lorsque ses fournisseurs, les routes d'approvisionnement ou les marchés mondiaux deviennent des instruments de pression géopolitique.

La crise énergétique provoquée par la guerre en Ukraine, en février 2022, a révélé cette vulnérabilité. Pendant des décennies, une partie de l'industrie européenne, notamment allemande, a bénéficié d'un approvisionnement relativement abondant en gaz russe. Cette énergie alimentait la production industrielle, contribuait à la compétitivité de plusieurs secteurs et s'inscrivait dans une relation économique que certains responsables européens considéraient comme un facteur de stabilité politique. Cette architecture reposait toutefois sur une hypothèse fragile : l'interdépendance économique finirait par contenir les rivalités stratégiques. La guerre a brutale-

ment invalidé cette hypothèse. L'Europe a dû rechercher de nouveaux fournisseurs, développer ses capacités d'importation de gaz naturel liquéfié, accélérer certaines installations énergétiques et réorganiser une partie de son industrie. Le recours au GNL américain, qatari et à d'autres fournisseurs a permis de réduire la dépendance au gaz russe, mais il a aussi déplacé une partie des vulnérabilités vers les marchés mondiaux et les infrastructures maritimes.

La leçon est fondamentale : remplacer un fournisseur par plusieurs autres ne suffit pas nécessairement à garantir l'autonomie. Encore faut-il disposer d'une production intérieure suffisante, de réseaux adaptés, de capacités de stockage, de contrats diversifiés et d'une stratégie cohérente. La dépendance énergétique n'est donc pas seulement une question de volumes ou de prix. Elle influence la politique étrangère, la compétitivité industrielle, les choix de défense et la capacité d'un État à résister aux pressions extérieures. Il serait néanmoins excessif d'affirmer que l'Europe ne maîtrise pas sa diplomatie parce qu'elle importe une grande partie de son énergie. La dépendance n'entraîne pas automatiquement l'impuissance. Ce qui devient dangereux, c'est l'association entre une forte dépendance extérieure, des infrastructures insuffisamment diversifiées et l'absence de coordination politique. C'est précisément sur ce terrain que la Méditerranée acquiert une importance stratégique majeure.

LA MÉDITERRANÉE : D'UNE FRONTIÈRE PÉRIPHÉRIQUE À UNE PROFONDEUR STRATÉGIQUE

La Méditerranée est souvent abordée dans les politiques européennes à travers trois dossiers distincts : l'énergie, les migrations et la sécurité. Cette séparation est artificielle. Ces questions sont étroitement liées. Les infrastructures énergétiques

nécessitent un environnement politique stable. Les investissements industriels supposent des transports fiables, une coopération institutionnelle et une sécurité juridique. La maîtrise des flux migratoires ne peut être dissociée du développement économique, de la stabilité des États et des perspectives offertes aux populations. L'Afrique du Nord occupe ainsi une position charnière entre l'Europe, l'Afrique subsaharienne et les grandes routes commerciales internationales. Dans cet ensemble, l'Algérie bénéficie d'une combinaison géographique particulièrement intéressante : une longue façade méditerranéenne, une profondeur territoriale saharienne, des frontières avec plusieurs pays du Sahel et des infrastructures gazières directement reliées au marché européen. Cette position peut lui permettre de jouer un rôle d'interface entre trois espaces. Le premier est celui de l'Union européenne, qui recherche la sécurité énergétique, la diversification industrielle et l'accès à des énergies moins carbonées. Le deuxième est celui du Maghreb, où les rivalités politiques et les divergences stratégiques continuent de limiter les possibilités d'intégration régionale. Le troisième est celui du Sahel, confronté à des crises sécuritaires, à la fragilité institutionnelle de plusieurs États et à la concurrence croissante de puissances extérieures. La géographie ne constitue cependant pas, à elle seule, une garantie de puissance. Un territoire devient un levier stratégique lorsque ses infrastructures, ses institutions, ses capacités productives et sa diplomatie lui permettent de transformer sa position en avantages durables. C'est là que se situe le véritable défi algérien : convertir les ressources naturelles et la situation géographique du pays en un système de développement capable de produire davantage de valeur ajoutée, d'attirer les investissements et de renforcer les relations économiques avec son

voisinage. Pour l'Europe, l'enjeu est complémentaire. Il ne s'agit plus seulement de sécuriser des approvisionnements, mais de contribuer à la construction d'un espace économique méditerranéen plus intégré.

L'ALGÉRIE : UN FOURNISSEUR ÉNERGÉTIQUE QUI PEUT DEVENIR UN PARTENAIRE DE PUISSANCE

L'importance de l'Algérie dans l'équation européenne repose d'abord sur le gaz naturel. Les gazoducs TransMed, qui relie l'Algérie à l'Italie via la Tunisie, et Medgaz, qui relie directement l'Algérie à l'Espagne, donnent au pays un avantage géographique significatif. Contrairement au GNL, qui nécessite des installations de liquéfaction, des navires spécialisés et des terminaux de regazéification, le transport par gazoduc s'effectue à travers une infrastructure physique permanente.

Cette continuité peut contribuer à la sécurité des approvisionnements européens. Elle ne supprime toutefois pas tous les risques : les gazoducs peuvent connaître des incidents techniques, des interruptions ou des contraintes de capacité, tandis que la production algérienne reste soumise aux besoins du marché intérieur et aux conditions d'exploitation des gisements. L'avantage de l'Algérie tient donc moins à une invulnérabilité supposée qu'à la diversification géographique qu'elle apporte au système énergétique européen. Mais réduire cette relation au gaz serait une erreur stratégique. L'Algérie dispose également d'un potentiel solaire important, d'une expérience dans les hydrocarbures, d'infrastructures énergétiques existantes et d'une proximité géographique favorable au développement de nouvelles filières industrielles. Ces atouts peuvent soutenir quatre objectifs complémentaires : sécuriser les exportations de gaz à court et moyen terme ; développer les capacités de production d'électricité renouvelable ; préparer, sous certaines conditions économiques et techniques, la production et le transport d'hydrogène bas carbone ; renforcer les infrastructures reliant les ressources énergétiques africaines aux marchés méditerranéens. L'Algérie pourrait ainsi évoluer progressivement d'un modèle dominé par l'exportation de matières premières vers un système plus diversifié, associant énergie, industrie, services techniques et transformation locale. Cette évolution ne sera cependant pas automatique. Elle nécessitera des investissements importants dans l'exploration gazière, les réseaux électriques, le stockage, la maintenance, la formation, les technologies industrielles et l'amélioration de l'efficacité énergétique.



Elle supposera également de maîtriser la croissance de la consommation intérieure, afin que le développement économique national ne réduise pas excessivement les volumes disponibles pour l'exportation. La question centrale est donc celle de la transformation de la rente en capital productif. L'Algérie possède des ressources qui intéressent l'Europe. Mais sa capacité à en tirer un avantage stratégique durable dépendra de sa faculté à développer son appareil productif, à améliorer la productivité et à inscrire les contrats énergétiques dans une politique industrielle cohérente.

L'ITALIE ET LE PLAN MATTEI : UNE STRATÉGIE MÉDITERRANÉENNE PLUS LISIBLE

Parmi les puissances européennes, l'Italie est l'un des pays qui ont le plus explicitement fait de la relation avec l'Afrique un axe de leur stratégie internationale. Le Plan Mattei, lancé en 2024 sous le gouvernement de Giorgia Meloni, vise à structurer la coopération avec plusieurs pays africains autour de l'énergie, de l'agriculture, de la formation, des infrastructures et du développement économique. L'Algérie occupe une place importante dans cette démarche. La géographie explique une partie de cette convergence. L'Italie est directement exposée aux évolutions de la Méditerranée. Elle cherche à diversifier ses approvisionnements, à renforcer sa sécurité énergétique et à développer des partenariats économiques avec les pays de la rive sud. Le gaz algérien joue un rôle important dans cette stratégie, principalement à travers TransMed. Les deux pays cherchent également à développer des coopérations dans l'agriculture, l'industrie, la formation et les énergies renouvelables. L'intérêt du Plan Mattei réside dans sa volonté de dépasser une relation exclusivement commerciale. Un partenariat énergétique peut se limiter à l'achat de gaz et à la vente de technologies. Une stratégie de développement vise davantage : elle cherche à relier les investissements aux compétences, à la formation, à la production locale et à la création de chaînes de valeur. Pour l'Algérie, cette orientation présente un intérêt évident. Le pays a besoin de partenaires capables d'apporter des équipements, des technologies, des compétences et des débouchés industriels. Pour l'Italie, elle offre la possibilité de consolider son rôle de plateforme entre l'Europe et l'Afrique. Il convient toutefois de distinguer l'ambition politique du bilan effectif. Le Plan Mattei ne constitue pas, à lui seul, une garantie de financement, de transfert technologique ou de réussite industrielle. Son efficacité dépend de la réalisation des projets, de leur rentabilité et de leur capacité à répondre aux besoins des pays partenaires. Il existe également une asymétrie économique entre les deux pays. L'Italie dispose d'un appareil industriel développé, d'un accès aux marchés européens et de capacités technologiques importantes. L'Algérie cherche encore à



diversifier son économie et à réduire sa dépendance aux hydrocarbures. Pour que la coopération devienne réellement stratégique, les investissements doivent donc dépasser la simple extraction des ressources et favoriser la production locale, le développement des compétences et la participation des entreprises algériennes. La leçon du modèle italien est claire : la proximité géographique ne produit de puissance que lorsqu'elle s'accompagne d'une stratégie économique, d'une continuité diplomatique et de projets concrets.

L'ESPAGNE : LA REALPOLITIK FACE AUX CONTRADICTIONS DIPLOMATIQUES

La relation entre l'Espagne et l'Algérie illustre une autre dimension de l'interdépendance méditerranéenne : la capacité des intérêts économiques à résister, au moins partiellement, aux crises politiques. En 2022, la décision du gouvernement espagnol de soutenir le plan marocain d'autonomie pour le Sahara occidental a provoqué une grave crise diplomatique avec Alger. L'Algérie a suspendu le traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération avec l'Espagne, tandis que les relations commerciales subissaient de fortes perturbations. Pourtant, les flux gaziers par Medgaz n'ont pas été interrompus. Cette continuité montre que les infrastructures énergétiques répondent à des logiques de long terme qui ne se confondent pas toujours avec les tensions diplomatiques. Elle révèle également les limites d'une politique étrangère qui ne parvient pas à articuler de manière cohérente les intérêts stratégiques, les choix diplomatiques et les impératifs économiques. L'Espagne doit simultanément préserver ses relations avec le Maroc, gérer ses intérêts au Sahara occidental, sécuriser ses approvisionnements énergétiques et maintenir une relation fonctionnelle avec l'Algérie. Ces objectifs ne sont pas nécessairement incompatibles. Mais ils exigent une diplomatie capable d'éviter qu'une décision prise sur un dossier régional ne compromette durablement les intérêts nationaux sur un autre. La relation hispano-algérienne montre ainsi que l'interdépendance énergétique peut servir de mécanisme de résilience sans suffire à résoudre les différends politiques. Pour Madrid, la question est désormais de construire

une relation plus prévisible avec Alger. Pour l'Algérie, l'enjeu est de préserver ses intérêts tout en diversifiant ses débouchés et ses partenariats. Cette situation comporte également une leçon européenne : les intérêts nationaux des États membres ne se transforment pas spontanément en stratégie collective. En l'absence de coordination, les décisions bilatérales peuvent créer des tensions qui affaiblissent la cohérence de l'ensemble européen.

L'ALLEMAGNE : DE LA DÉPENDANCE RUSSE À LA RECHERCHE DE NOUVEAUX PARTENARIATS

La crise énergétique de 2022 a profondément modifié les calculs stratégiques de l'Allemagne. Pendant des années, son modèle industriel a bénéficié d'un accès relativement avantageux au gaz russe. La rupture de cette relation a révélé la vulnérabilité d'une économie fortement industrialisée dont certaines activités dépendent d'un approvisionnement énergétique abondant et compétitif. Berlin a depuis diversifié ses sources, développé ses capacités d'importation de GNL et accéléré ses efforts en faveur des énergies renouvelables. L'Algérie s'inscrit dans cette nouvelle recherche de partenaires. Son potentiel gazier, ses perspectives dans l'hydrogène et les possibilités de coopération industrielle intéressent l'Allemagne, mais les relations entre les deux pays ne doivent pas être interprétées comme la construction d'une nouvelle dépendance exclusive. L'intérêt allemand est plutôt de multiplier les sources d'approvisionnement, de sécuriser les volumes disponibles et de préparer les transformations industrielles liées à la décarbonation. Le projet SouthH2 Corridor illustre cette orientation.

Il vise à développer un corridor de transport d'hydrogène reliant l'Afrique du Nord à l'Europe centrale, en passant notamment par l'Italie et l'Autriche, avec une connexion vers l'Allemagne. L'objectif annoncé peut atteindre quatre millions de tonnes d'hydrogène par an à terme. Il s'agit d'une ambition considérable, dont la concrétisation dépendra de la disponibilité de l'hydrogène, de son coût de production, des infrastructures de transport et de la demande industrielle européenne. L'utilisation partielle de gazoducs existants pour

rait réduire certains coûts, mais elle ne dispense pas de travaux d'adaptation, d'études techniques, de décisions d'investissement et de mécanismes contractuels. Il faut donc distinguer le corridor envisagé d'une infrastructure déjà opérationnelle. La coopération industrielle pourrait néanmoins produire des effets positifs avant même l'apparition d'exportations massives d'hydrogène. Les échanges de technologies, la formation technique, l'amélioration des équipements énergétiques et les investissements dans les infrastructures peuvent contribuer à renforcer les capacités algériennes. Pour Berlin, le défi consiste à inscrire ces projets dans une stratégie industrielle réaliste. Pour Alger, il est de veiller à ce que le partenariat ne se limite pas à l'exportation future d'une nouvelle matière première, mais soutienne également le développement de compétences et d'activités industrielles sur son territoire.

LE SOLAIRE ALGÉRIEN : UN LEVIER DE SOUVERAINETÉ ÉNERGÉTIQUE

L'un des éléments les plus importants de la stratégie énergétique algérienne réside dans le développement des énergies renouvelables. L'Algérie dispose d'un ensoleillement élevé et de vastes espaces susceptibles d'accueillir des installations photovoltaïques. Ce potentiel constitue un avantage naturel, mais sa valorisation dépend des capacités industrielles, des réseaux, du stockage et de la disponibilité des financements. Le programme visant 15 000 MW de capacités renouvelables à l'horizon 2035 représente un changement d'échelle. La construction de centrales photovoltaïques dans plusieurs wilayas marque une évolution par rapport à une période où les objectifs annoncés se traduisaient difficilement en réalisations suffisamment rapides. L'enjeu stratégique est double. Il s'agit d'abord de répondre à une partie croissante de la demande intérieure en électricité, notamment pendant les périodes de forte consommation liées à la climatisation. En remplaçant une partie de la production électrique au gaz par une production solaire, l'Algérie pourrait préserver davantage de gaz pour l'exportation ou pour les usages industriels à plus forte valeur ajoutée. Il s'agit ensuite de préparer l'exportation d'électricité renouvelable vers l'Europe,

notamment via le projet Medlink. Mais il existe une différence fondamentale entre posséder un potentiel solaire exceptionnel et devenir un acteur majeur du marché international de l'électricité renouvelable. La seconde ambition exige des infrastructures supplémentaires, des contrats d'achat à long terme, des interconnexions fiables et un cadre réglementaire prévisible. Le potentiel naturel est un avantage. Sa conversion en puissance économique dépend de la politique industrielle.

MEDLINK : UNE CONNEXION ÉLECTRIQUE QUI POURRAIT CHANGER LA RELATION EURO-ALGÉRIENNE

Le projet Medlink vise à relier l'Algérie à l'Italie par une interconnexion électrique passant par la Tunisie, avec une capacité annoncée de 2 000 MW. Son intérêt dépasse le simple échange d'électricité. Aujourd'hui, les relations énergétiques entre l'Algérie et l'Europe reposent largement sur les hydrocarbures. Une interconnexion électrique pourrait ouvrir une nouvelle dimension de coopération, en permettant d'envisager des exportations d'électricité renouvelable lorsque la production disponible, les besoins intérieurs et les conditions économiques le permettent. Le projet s'inscrit dans une logique de complémentarité entre les ressources renouvelables de l'Afrique du Nord et la demande européenne. Son inscription dans les dispositifs européens consacrés aux projets transfrontaliers constitue une étape importante. Elle peut faciliter la coordination institutionnelle et ouvrir des possibilités de soutien financier. Elle ne signifie cependant pas que l'intégralité du financement soit acquise, que tous les contrats soient conclus ou que la mise en service soit garantie. La réalisation d'une interconnexion soumarine de cette ampleur exige des investissements importants, une coordination entre plusieurs États, des études techniques, des accords sur les tarifs et les flux d'électricité ainsi qu'un cadre de financement solide. Elle pose également une question économique fondamentale : quelle part de la production solaire algérienne serait destinée au marché intérieur et quelle part pourrait être exportée sans compromettre les besoins nationaux ? La réponse doit être déterminée par une analyse de la demande, des coûts, des capacités de production et des investissements nécessaires. L'exportation ne doit pas devenir une fin en soi. Elle doit compléter le développement économique national. Si Medlink se concrétise, l'Algérie pourrait diversifier ses recettes énergétiques et participer plus directement au marché européen de l'électricité. Pour l'Europe, le projet contribuerait à diversifier les sources d'approvisionnement et à renforcer les connexions avec son voisinage méridional. Mais l'avantage le plus important serait peut-être politique : il montrerait que la coopération euro-algérienne peut dépasser le rapport traditionnel entre un producteur d'hydrocarbures et des consommateurs européens.



LE GAZODUC TRANSSAHARIEN : L'AMBITION AFRICAINE AU SERVICE DE LA SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE EUROPÉENNE

Le Trans-Saharan Gas Pipeline, ou TSGP, est l'un des projets les plus ambitieux de coopération énergétique entre l'Algérie, le Niger et le Nigeria. L'objectif est de permettre l'acheminement du gaz nigérian vers l'Algérie à travers le Niger, puis son exportation vers les marchés européens grâce aux infrastructures disponibles et à celles qui pourraient être développées. Le tracé envisagé s'étend sur environ 4 000 kilomètres, pour une capacité théorique pouvant atteindre 30 milliards de mètres cubes par an. L'intérêt du projet est considérable. Le Nigeria possède des ressources gazières importantes, tandis que l'Algérie dispose d'une expérience dans le transport des hydrocarbures et d'une connexion directe avec le marché méditerranéen. Le TSGP pourrait ainsi relier davantage les ressources énergétiques de l'Afrique subsaharienne aux infrastructures d'exportation de l'Afrique du Nord. Pour l'Algérie, il offrirait la possibilité de renforcer son rôle de plateforme énergétique africaine. Pour le Nigeria, il ouvrirait une voie supplémentaire de commercialisation de sa production. Pour l'Europe, il représenterait une source potentielle de diversification. Ce projet illustre la capacité de l'Algérie à structurer des corridors énergétiques transcontinentaux. Il s'inscrit dans une vision stratégique où l'Algérie ne se contente pas d'exporter ses propres ressources, mais devient un hub énergétique reliant l'Afrique subsaharienne à l'Europe. Cette position renforce son poids dans les négociations avec ses partenaires européens et lui permet de proposer une offre diversifiée : gaz naturel, électricité renouvelable, et à terme hydrogène. À long terme, le TSGP pourrait contribuer à une meilleure intégration énergétique africaine et renforcer la capacité des pays concernés à négocier avec leurs partenaires extérieurs. Il pourrait également modifier les équilibres entre les différents corridors d'exportation du gaz africain. Son intérêt géopolitique est donc majeur : il fait de l'Algérie un acteur incontournable de la sécurité énergétique européenne, au moment où l'Europe cherche précisément à diversifier ses sources d'approvisionnement.

SOUTH2, HYDROGÈNE ET TRANSITION INDUSTRIELLE : NE PAS CONFONDRE HORIZON STRATÉGIQUE ET MARCHÉ IMMÉDIAT

L'hydrogène constitue un autre volet de la relation énergétique entre l'Algérie et l'Europe. Le projet South2 Corridor cherche à préparer une infrastructure reliant l'Afrique du Nord aux centres industriels européens, notamment en Italie, en Autriche et en Allemagne. L'objectif de transporter jusqu'à quatre millions de tonnes d'hydrogène par an est particulièrement ambitieux. Il correspond à une vision dans laquelle l'Algérie pourrait utiliser ses ressources solaires et son expérience énergétique pour participer à la décarbonation de certaines industries européennes. L'hydrogène peut notamment intéresser les secteurs dont les émissions sont difficiles à réduire par la seule électrification, comme certaines activités sidérurgiques, chimiques ou industrielles. Mais son développement suppose de résoudre plusieurs difficultés. La production d'hydrogène renouvelable exige de grandes quantités d'électricité renouvelable et d'eau. Dans un pays où la disponibilité de l'eau constitue un enjeu stratégique, les besoins hydriques des installations devront être intégrés aux études économiques et environnementales. Il faudra également développer les équipements de production, les installations de compression, les infrastructures de transport et les dispositifs de stockage. Le coût de l'hydrogène livré en Europe devra enfin être compétitif par rapport aux autres solutions de décarbonation. L'utilisation de gazoducs existants peut faciliter certains investissements, mais les conduites et les équipements ne peuvent pas tous être réu-



tilisés sans adaptation. Le calendrier dépendra donc des études techniques et des décisions d'investissement. L'hydrogène ne remplacera pas nécessairement le gaz naturel dans un délai court. Les deux filières pourraient coexister pendant une longue période, avec des usages différents. L'intérêt de South2 réside dans la préparation d'une infrastructure susceptible d'accompagner la transformation énergétique européenne. Pour l'Algérie, le projet représente une opportunité de diversifier ses exportations. Mais le véritable bénéfice dépendra de la capacité à créer des emplois qualifiés, à développer des compétences locales et à conserver une part significative de la valeur ajoutée sur le territoire national. L'enjeu n'est pas de devenir simplement un fournisseur d'hydrogène après avoir été un fournisseur de gaz. Il est de participer à la chaîne industrielle qui rendra cette nouvelle énergie économiquement viable.

UNE ARCHITECTURE ÉNERGÉTIQUE COHÉRENTE, MAIS ENCORE À CONSOLIDER

Pris séparément, le solaire, Medlink, le TSGP et South2 présentent des caractéristiques et des calendriers différents. Ensemble, ils dessinent néanmoins une orientation stratégique identifiable. Le gaz naturel demeure essentiel à court terme. Les infrastructures existantes permettent de répondre à une demande européenne déjà constituée. Le solaire pourrait progressivement contribuer à la demande intérieure et, si les capacités de production et les interconnexions le permettent, aux exportations d'électricité. Le TSGP pourrait élargir les ressources gazières disponibles dans l'espace algéro-nigérian. South2 prépare, quant à lui, une éventuelle nouvelle filière d'exportation énergétique destinée aux industries européennes.

Cette complémentarité offre à l'Algérie une possibilité de diversification. Elle ne doit toutefois pas être interprétée comme une chaîne déjà intégrée sur les plans technique, financier et commercial. Les différents projets n'ont pas tous atteint le même degré de maturité, et leur articulation nécessitera des investissements ainsi qu'une planification rigoureuse. La cohérence stratégique ne réside donc pas dans la certitude que tous les projets seront réalisés simultanément. Elle réside dans la possibilité de les inscrire dans une vision commune, tout en conservant la flexibilité nécessaire pour ajuster les calendriers et les priorités. Pour l'Algérie, cette vision devrait reposer sur trois principes. Premièrement, préserver la sécurité énergétique intérieure. Deuxièmement, augmenter la valeur ajoutée produite localement. Troisièmement, diversifier les débouchés extérieurs sans créer une nouvelle dépendance exclusive à l'égard d'un marché ou d'une technologie. Pour l'Europe, la démarche complémentaire consisterait à articuler ses besoins énergétiques, ses objectifs climatiques, ses politiques industrielles et ses instruments financiers. La réussite dépendra moins du nombre d'annonces que de la capacité des deux partenaires à transformer leurs intérêts communs en projets rentables et durables.

L'INTERDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE : UNE RELATION À ÉQUILIBRER

Il serait erroné de présenter l'Algérie comme un fournisseur totalement indépendant de ses partenaires et l'Europe comme un client incapable de modifier ses approvisionnements. La relation est plus complexe. L'Algérie dispose d'importantes ressources gazières, mais une partie substantielle de sa production est absorbée par la consommation intérieure. La croissance démographique, le développement industriel et les besoins électriques augmentent la pression sur les ressources disponibles. Le pays doit donc investir dans l'exploration, le développement des gisements, la modernisation des installations et l'efficacité énergétique. Les partenariats internationaux peuvent contribuer à mobiliser les capitaux, les technologies et les compétences nécessaires. De son côté, l'Europe dispose de plusieurs fournisseurs, de capacités d'importation de GNL, d'une production énergétique intérieure et d'un potentiel de développement des énergies renouvelables. Elle n'est donc pas condamnée à dépendre exclusivement de l'Algérie. Toutefois, la diversification a un coût. Elle exige des infrastructures, des contrats, des investissements et parfois des approvisionnements plus coûteux. L'Algérie offre une proximité géographique et des infrastructures existantes qui peuvent constituer un avantage économique et stratégique. La relation doit donc être comprise comme une interdépendance potentielle, dont l'équilibre dépendra des conditions commerciales, des investissements et des choix politiques. Cette interdépendance devient une force lorsqu'elle encourage la coopération, la prévisibilité et le développement mutuel. Elle devient une faiblesse lorsque l'un des partenaires cherche à imposer des conditions déséquilibrées, lorsque les contrats manquent de transparence ou lorsque les projets ne produisent pas les résultats économiques attendus. Pour Alger, l'objectif ne doit pas être de rendre l'Europe dépendante, mais de faire de la coopération énergétique un levier de développement national. Pour Bruxelles, l'enjeu n'est pas de remplacer une dépendance par une autre, mais de construire un système énergétique diversifié, résilient et économiquement viable.

LE SAHEL : LA SÉCURITÉ NE PEUT PAS ÊTRE RÉDUITE AU CONTRÔLE DES FRONTIÈRES

La dimension sécuritaire constitue un autre élément essentiel de la relation entre l'Algérie et l'Europe. La région sahélienne est confrontée à des conflits armés, à l'expansion de groupes terroristes, à des trafics transfrontaliers et à des fragilités institutionnelles qui affectent plusieurs États. Ces crises ont des conséquences sur les échanges commerciaux, les investissements, les infrastructures et les déplacements de population. L'Algérie occupe une position particulière en raison de sa proximité géographique, de son expérience sécuritaire et de ses relations historiques avec plusieurs pays de la région. Son rôle

peut contribuer à la recherche de solutions politiques et à la coopération régionale. Mais il faut éviter de réduire sa contribution à une fonction de surveillance des frontières ou de lutte contre les migrations irrégulières. Une stratégie de stabilisation durable exige également le développement économique, le renforcement des institutions, la coopération entre États et la prévention des conflits. La sécurité des infrastructures énergétiques dépend elle-même de cette stabilité. Le TSGP, par exemple, ne pourra devenir une infrastructure fiable que si les pays concernés sont capables d'assurer la sécurité de son tracé et de maintenir une coopération politique suffisante. De même, les investissements industriels et énergétiques nécessitent un environnement régional dans lequel les risques peuvent être évalués et maîtrisés. L'Europe a donc intérêt à considérer l'Algérie comme un partenaire de dialogue et de coopération régionale, plutôt que comme un simple instrument de gestion des conséquences des crises sahéliennes. L'Algérie, de son côté, doit pouvoir défendre ses propres priorités et préserver son autonomie de décision. Une coopération efficace suppose des intérêts communs, mais également la reconnaissance des différences d'approche. L'Union européenne ne peut pas imposer une stratégie uniforme à une région dont les États ont des trajectoires, des contraintes et des perceptions de la sécurité différentes. La Méditerranée et le Sahel doivent être abordés comme des espaces politiques à part entière, et non comme de simples zones tampons protégeant l'Europe des crises extérieures.

LES ÉTATS-UNIS ET LA CHINE : DEUX MODÈLES DE PUISSANCE QUE L'EUROPE NE PEUT IGNORER

La question méditerranéenne ne peut être pleinement comprise sans examiner la compétition entre les grandes puissances. Les États-Unis disposent d'une puissance militaire, financière et technologique considérable. Leur capacité à influencer les marchés énergétiques, les infrastructures financières et les équilibres sécuritaires internationaux leur donne des moyens d'action qui dépassent largement leur environnement immédiat. La Chine, de son côté, a développé une stratégie de long terme associant investissements industriels, infrastructures, commerce, technologies et accès aux marchés. Son influence en Afrique repose notamment sur sa capacité à financer et à réaliser certains projets, à fournir des équipements et à inscrire ses relations économiques dans des horizons temporels longs. Ces deux modèles ne sont pas identiques, et leurs limites sont réelles. Les États-Unis ne contrôlent pas tous les marchés énergétiques, tandis que les investissements chinois ne garantissent pas systématiquement un développement équilibré aux pays partenaires. Néanmoins, ils illustrent deux formes de projection de puissance dont l'Europe cherche à tirer les enseignements. L'Union européenne possède, elle aussi, des capacités financières et technologiques considérables. Elle dispose d'un marché important, de grandes entreprises industrielles et d'institutions capables de mobiliser des investissements à grande échelle. Son problème est moins l'absence de ressources que la difficulté à les réunir autour d'objectifs stratégiques communs. Les États membres poursuivent leurs propres intérêts. Les instruments financiers sont répartis entre plusieurs institutions. Les priorités énergétiques, industrielles et diplomatiques ne coïncident pas toujours. Cette fragmentation réduit la capacité européenne à proposer rapidement des projets cohérents et à tenir une ligne politique durable. Dans ce contexte, la relation avec l'Algérie constitue un test. L'Europe saura-t-elle proposer une coopération intégrant l'énergie, l'industrie, les infrastructures, la formation et le développement régional ? Ou continuera-t-elle à négocier séparément des contrats de gaz, des projets d'électricité et des accords de coopération sécuritaire ? La réponse déterminera une partie de sa crédibilité en Afrique du Nord.



Mais une précision s'impose : l'Algérie ne doit pas être envisagée comme un territoire que l'Europe chercherait à soustraire à l'influence américaine ou chinoise. Elle possède ses propres intérêts, ses propres partenaires et sa propre diplomatie. Le véritable objectif devrait être de construire une relation suffisamment avantageuse pour que les deux parties choisissent librement de l'approfondir.

LA FRANCE : LE CHAÎNON MANQUANT DE LA STRATÉGIE EUROPÉENNE

La France occupe une position paradoxale dans cette recomposition. Sa géographie, ses capacités diplomatiques, ses liens économiques avec l'Afrique du Nord et son rôle au sein de l'Union européenne pourraient en faire l'un des principaux moteurs d'une stratégie méditerranéenne. Pourtant, ses relations avec l'Algérie restent marquées par les héritages de la colonisation, les contentieux mémoriels, les divergences diplomatiques et les tensions liées à la politique intérieure française. Ces difficultés ne sont pas nouvelles. Mais elles prennent une importance particulière à un moment où l'Europe cherche à diversifier ses partenariats et à renforcer son autonomie stratégique. Depuis son arrivée au pouvoir en 2017, Emmanuel Macron a défendu l'idée d'une Europe capable d'agir davantage par elle-même. Cette ambition s'est heurtée à plusieurs contraintes : les divergences entre États membres, la dépendance persistante à l'égard des capacités militaires américaines, les difficultés économiques et les divisions politiques internes. La dissolution de l'Assemblée nationale en 2024 a accentué l'incertitude politique française. Les tensions budgétaires, les difficultés à dégager des majorités stables et les désaccords sur la politique étrangère ont également réduit la lisibilité de l'action gouvernementale. Il faut toutefois éviter de confondre fragilité politique intérieure et disparition de la capacité diplomatique française. La France conserve des atouts importants, notamment son appareil diplomatique, sa dissuasion nucléaire, son siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies et ses capacités militaires. La difficulté réside dans leur conversion en une stratégie cohérente et durable. Sur la relation avec l'Algérie, la France a trop souvent donné l'impression d'alterner les gestes de rapprochement et les décisions conflictuelles, sans parvenir à inscrire la coopération dans un cadre suffisamment stable. Cette instabilité affecte les relations économiques, les échanges universitaires, la coopération industrielle et les possibilités de dialogue sur les questions régionales. Elle nourrit également la perception selon laquelle certaines décisions diplomatiques françaises sont influencées par des considérations de politique intérieure. La France doit donc répondre à une question fondamentale : veut-elle entretenir une relation avec l'Algérie principalement à travers le prisme de ses débats mémoriels et de ses tensions politiques, ou entend-elle en faire un partenariat stratégique fondé sur des intérêts réciproques ? Une coopération renforcée pourrait concerner l'industrie, la formation, l'énergie, la recherche scientifique, les échanges universitaires et la sécurité régionale. Elle exigerait toutefois une relation d'égal à égal, dans laquelle les divergences ne seraient ni niées ni utilisées systématiquement comme des instruments de pression. Le dialogue avec Alger ne peut être durable s'il repose sur l'idée que l'histoire confère à Paris un statut particulier ou des droits politiques privilégiés. La France doit accepter que l'Algérie mène une politique étrangère autonome, diversifie ses partenaires et défende ses intérêts nationaux. En retour, l'Algérie a intérêt à maintenir des canaux de dialogue avec un pays dont le poids économique, scientifique et diplomatique demeure important. Le problème français est ainsi également un problème européen. Lorsque Paris est absorbé par ses contradictions internes et ses tensions avec Alger, il devient plus difficile de construire une approche

européenne cohérente en Méditerranée. L'Italie, l'Espagne et l'Allemagne développent leurs propres relations avec l'Algérie. Cette évolution est légitime, mais elle souligne l'absence d'un véritable cadre collectif. La France ne retrouvera pas son rôle moteur en Méditerranée en revendiquant une influence historique. Elle le retrouvera en proposant des projets crédibles et en démontrant sa capacité à travailler avec ses partenaires sur une base d'égalité.

LES LIMITES EUROPÉENNES : FRAGMENTATION, FINANCEMENT ET ABSENCE DE DOCTRINE COMMUNE

La principale faiblesse européenne réside dans la difficulté à articuler trois dimensions : la stratégie politique, les instruments financiers et la réalisation industrielle. La première difficulté est la fragmentation des intérêts nationaux. L'Italie privilégie une approche associant énergie et développement africain. L'Espagne se concentre notamment sur la sécurité de ses approvisionnements et ses relations régionales. L'Allemagne cherche à diversifier ses sources énergétiques et à préparer ses industries aux transformations liées à la décarbonation. Ces approches peuvent être complémentaires. Mais elles ne constituent pas automatiquement une stratégie européenne. Une véritable politique commune devrait déterminer les priorités, répartir les responsabilités, organiser les financements et assurer la cohérence entre les décisions nationales. La deuxième difficulté est financière. Les projets de grande ampleur exigent des investissements importants sur plusieurs années. Les capacités de production renouvelable, les réseaux électriques, les interconnexions, les gazoducs et les infrastructures d'hydrogène ne peuvent pas être réalisés uniquement à partir d'annonces politiques. Ils nécessitent des études de faisabilité, des contrats d'achat, des mécanismes de partage des risques, des garanties financières et des règles de gouvernance transparentes. L'Union européenne dispose d'instruments susceptibles de soutenir ces investissements, notamment à travers ses institutions financières et ses mécanismes de financement des infrastructures. Mais la disponibilité d'instruments financiers ne signifie pas que chaque projet est automatiquement financé. La troisième difficulté est politique. L'Europe ne dispose pas encore d'une doctrine suffisamment claire définissant la nature du partenariat qu'elle souhaite construire avec son Sud. S'agit-il principalement d'assurer des approvisionnements énergétiques ? De développer des chaînes de valeur industrielles ? De renforcer la sécurité régionale ? De favoriser le développement économique des pays partenaires ? De construire un espace de coopération scientifique et technologique ? Ces objectifs peuvent se renforcer mutuellement, mais ils nécessitent des arbitrages. Un partenariat limité à l'achat de matières premières risque de reproduire les déséquilibres existants. Une stratégie fondée exclusivement sur le contrôle des migrations ne peut pas répondre aux causes économiques et politiques des crises. Une coopération industrielle sans financement ni transfert de compétences restera largement théorique. L'Europe doit donc dépasser la juxtaposition de politiques sectorielles. Elle doit considérer le développement du Sud méditerranéen comme une question directement liée à sa propre sécurité économique et politique.

LES CONDITIONS D'UN VÉRITABLE PARTENARIAT EURO-ALGÉRIEN

Pour dépasser les limites actuelles, plusieurs orientations pourraient structurer une coopération plus ambitieuse. Première priorité : établir une feuille de route énergétique commune. Cette feuille de route devrait distinguer les capacités gazières existantes, les investissements nécessaires pour maintenir ou développer les exportations, les objectifs renouvelables et les conditions de réalisation des projets électriques et hydrogène. Elle devrait également intégrer la croissance de la consommation intérieure algérienne et les



impératifs de sécurité énergétique nationale. Deuxième priorité : associer les contrats énergétiques à des investissements industriels. L'Algérie ne doit pas seulement exporter des hydrocarbures ou, demain, de l'électricité et de l'hydrogène. Elle doit chercher à développer des compétences, des entreprises, des activités de maintenance et des capacités de transformation. Les partenariats européens pourraient contribuer à cette évolution à travers la formation, les transferts de savoir-faire et la participation des entreprises locales. Troisième priorité : créer un mécanisme de financement plus lisible. Les grands projets nécessitent des engagements financiers cohérents, une répartition claire des risques et une coordination entre les institutions européennes, les États membres, les entreprises et les partenaires algériens. Un tel mécanisme devrait s'appuyer sur des évaluations indépendantes, des contrats transparents et des objectifs de rentabilité réalistes. Quatrième priorité : faire de la Méditerranée un espace de coopération industrielle. La coopération ne devrait pas se limiter à l'énergie. Elle pourrait concerner les infrastructures, l'agriculture, la gestion de l'eau, la recherche scientifique, les technologies numériques et la formation professionnelle. Cette diversification renforcerait la résilience du partenariat en réduisant sa dépendance à l'évolution des prix des hydrocarbures. Cinquième priorité : inscrire la coopération sécuritaire dans une approche régionale. La stabilité du Sahel et de l'Afrique du Nord ne peut pas être obtenue uniquement par des accords bilatéraux ou des dispositifs de contrôle des frontières. Elle exige une coordination politique, le respect des souverainetés, la prévention des conflits et une meilleure articulation entre sécurité et développement. Sixième priorité : accepter une véritable réciprocité. L'Algérie doit pouvoir défendre ses intérêts, diversifier ses partenaires et déterminer ses propres priorités de développement. L'Europe doit pouvoir sécuriser ses approvisionnements, mais sans chercher à transformer cette nécessité en moyen de tutelle politique. Un partenariat durable repose sur des intérêts convergents, des engagements réciproques et la capacité à gérer les désaccords sans remettre systématiquement en cause l'ensemble de la relation.

L'ALGÉRIE EST UNE PORTE STRATÉGIQUE ; L'EUROPE DOIT ENCORE CONSTRUIRE LA MAISON COMMUNE

L'Europe se trouve à un moment décisif de son évolution géopolitique. Elle dispose d'un marché considérable, d'une puissance industrielle importante, de capacités scientifiques avancées et d'instruments financiers susceptibles de soutenir une stratégie internationale ambitieuse. Pourtant, ces atouts ne suffisent pas à garantir son autonomie. La dépendance énergétique, les divergences entre États membres, les contraintes budgétaires et l'absence d'une doctrine commune pour la Méditerranée limitent sa capacité à agir comme une puissance pleinement cohérente. L'Algérie représente une opportunité stratégique dans ce contexte. Ses infrastructures gazières, son potentiel solaire, sa position géographique et ses perspectives de coopération avec les pays africains peuvent contribuer à renforcer les relations énergé-

tiques et industrielles entre les deux rives de la Méditerranée. Le Plan Mattei italien, les relations gazières hispano-algériennes, l'intérêt allemand pour l'hydrogène et les perspectives ouvertes par Medlink et le gazoduc transsaharien témoignent de cette évolution. Mais il faut distinguer les projets opérationnels des ambitions encore conditionnées par le financement, les infrastructures et les décisions d'investissement. La valeur stratégique d'un projet ne se mesure pas seulement à son potentiel annoncé, mais à sa capacité à devenir une infrastructure fiable, économiquement viable et utile aux deux partenaires. Pour l'Algérie, le défi consiste à transformer ses ressources en développement productif, à maîtriser sa consommation énergétique et à diversifier son économie. Pour l'Europe, il est de dépasser les stratégies nationales dispersées afin de construire un véritable partenariat méditerranéen. La France, en particulier, doit comprendre qu'elle ne peut retrouver une influence durable en Afrique du Nord en s'appuyant sur les héritages du passé. Elle doit la reconstruire par la qualité de ses propositions, la stabilité de ses engagements et le respect de la souveraineté de ses partenaires. L'Italie a montré qu'une stratégie méditerranéenne pouvait être organisée autour d'objectifs économiques et énergétiques. L'Espagne a démontré que les intérêts de long terme finissent par imposer le dialogue. L'Allemagne cherche à convertir sa vulnérabilité énergétique en une politique de diversification. Reste à savoir si l'Union européenne saura réunir ces démarches dans une vision commune. Car l'enjeu dépasse la sécurité du gaz ou l'exportation future d'électricité solaire. Il concerne la capacité de l'Europe à participer à la construction d'un espace méditerranéen où les investissements, les infrastructures, les échanges industriels et la coopération sécuritaire produisent des avantages partagés. L'Algérie n'est pas une simple porte que l'Europe pourrait ouvrir à sa convenance. Elle est un État souverain, doté de ses propres ambitions, de ses propres contraintes et d'une diplomatie qui entend préserver son autonomie. C'est précisément cette réalité qui devrait guider la relation. L'Europe ne pèsera durablement face aux États-Unis et à la Chine que si elle cesse de considérer son Sud comme une périphérie à gérer et commence à le traiter comme un partenaire stratégique avec lequel construire. L'Algérie peut être l'un des pivots de cette recomposition, mais elle ne peut, à elle seule, compenser l'absence de stratégie européenne. La véritable question n'est donc pas de savoir si Alger peut fournir du gaz, développer son solaire ou participer à de futurs corridors énergétiques. Elle est de savoir si l'Europe saura mobiliser ses capitaux, ses technologies et ses institutions pour transformer cette proximité en un projet de développement commun. Tant que les intérêts nationaux européens resteront insuffisamment coordonnés, l'Union disposera d'une puissance économique considérable sans en exploiter pleinement le potentiel géopolitique. L'Algérie organise progressivement son offre. L'Europe doit encore organiser sa stratégie. Et c'est dans cet écart entre la construction d'une ambition régionale et l'absence d'une vision collective que se joue une partie de l'avenir méditerranéen.

S. L

L'ECHO D'ALGERIE

CLÔTURE DU SOMMET AFRICAÏN-SCANDINAVE À OSLO

Khaldi : «La sécurité alimentaire est une priorité nationale»

Les travaux de la 15ème édition du Sommet économique scandinave-africain se sont achevés jeudi, dans la capitale norvégienne Oslo, avec une participation remarquable de l'Algérie en tant qu'invitée d'honneur spéciale.



La rencontre a mis l'accent sur l'élargissement des perspectives de coopération et l'orientation vers un partenariat fondé sur l'investissement et le transfert de technologie. Au cours de ce sommet, où la délégation algérienne était conduite, sur instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, par le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Sid Ali Khaldi, l'importance de renforcer le dialogue économique entre l'Afrique et les pays nordiques a été mise en relief.

Cette rencontre économique

internationale a également constitué une opportunité de mettre en avant les potentialités de l'Algérie dans divers domaines, en phase avec la dynamique économique actuelle qui vise notamment à diversifier l'économie et à promouvoir les exportations hors hydrocarbures.

La sécurité alimentaire constitue désormais une priorité nationale majeure pour l'Algérie, indissociable de sa sécurité nationale et de sa souveraineté. C'est ce qu'a souligné le ministre de l'Agriculture, du

Développement rural et de la Pêche, Sid Ali Khaldi, lors de son intervention à la conférence de haut niveau intitulée « Le panafricanisme aujourd'hui ». S'exprimant à l'occasion de la session d'ouverture de la 15^e édition du Sommet africain-scandinave organisée à Oslo, en Norvège, le représentant algérien a profité de cette tribune pour mettre en lumière la vision stratégique du pays en matière de souveraineté économique et d'intégration continentale.

Preneuse de parole en qualité

d'invitée d'honneur à cet événement inauguré par le ministre norvégien des Affaires étrangères, l'Algérie a rappelé son engagement indéfectible en faveur du continent africain. Sid Ali Khaldi a affirmé que cet engagement se traduit concrètement par la réalisation de grands projets structurants tels que la route transsaharienne, le gazoduc transsaharien ainsi que le projet de la dorsale transsaharienne en fibre optique. Selon un communiqué du ministère, cette participation a permis de réitérer la conviction de l'Algérie quant à la nécessité de parachever la souveraineté politique de l'Afrique par une indépendance économique effective, conformément aux aspirations des pères fondateurs de l'Organisation de l'unité africaine et de l'Union africaine.

S'adressant aux partenaires des pays nordiques, le ministre a exprimé la volonté de l'Algérie de bâtir un partenariat authentique et équilibré. Ce modèle de coopération repose sur l'investissement dans la transformation des ressources, le transfert d'expertise et de technologie, la formation, ainsi que le développement d'échanges commerciaux bidirectionnels.

Il a notamment qualifié l'expérience norvégienne en matière de gestion durable des ressources et de

préservation des droits des générations futures d'exemple inspirant.

Récapitulant l'ambition nationale, le ministre a rappelé que si l'Algérie a été par le passé un refuge pour les libertés, elle ambitionne aujourd'hui de devenir une destination privilégiée pour les partenariats et les investissements. Il a conclu en soulignant que si le mot d'ordre politique du continent demeure « l'Afrique aux Africains », son crédo économique doit être « l'Afrique, partenaire de tous ».

En marge des travaux du sommet, qui a rassemblé plus de 250 représentants gouvernementaux et 200 opérateurs économiques actifs principalement dans les secteurs de l'agriculture et de l'énergie, le ministre a été reçu en audience par le ministre norvégien des Affaires étrangères, Espen Barth Eide.

Cet entretien a permis de saluer la qualité des relations bilatérales entre l'Algérie et la Norvège, soutenues par une concertation régulière.

Les deux parties ont réaffirmé leur volonté commune d'exploiter les opportunités prometteuses de coopération économique et de porter le partenariat à des niveaux plus élevés, en particulier dans les domaines de l'agriculture et de la pêche.

EL MOUDJAHID

MOHAMED LARBI SLIMANI, AU NOM DU PARLEMENT ALGÉRIEN, À L'ASSEMBLÉE DE L'UIP:

«L'Algérie a consacré la bonne gouvernance»

Le parlementaire a souligné la volonté de l'État de permettre au citoyen de constater directement la qualité du fonctionnement des institutions, par l'intermédiaire de ses représentants au Parlement et au sein des Assemblées locales élues. Depuis Arusha, en Tanzanie, le parlement algérien a réaffirmé son attachement aux principes de la bonne gouvernance, à la consolidation de la démocratie participative et à l'élargissement de la participation citoyenne. La promotion de la bonne gouvernance, fondée sur l'inclusion, la confiance et l'égalité des chances, a, en effet, constitué le fil conducteur de l'intervention du parlement algérien à la 153^e Assemblée de l'UIP, qui s'est déroulée du 5 au 9 octobre. Prenant la parole, au nom du parlement algérien, Mohamed Larbi Slimani, vice-président du Conseil de la nation, a réaffirmé que l'Algérie, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a consacré les principes de la bonne gouvernance dans ses politiques publiques. L'intervention, inscrite dans le cadre du débat général consacré au thème «Renforcer la bonne gouvernance et autonomiser les sociétés par l'inclusion, la confiance et l'égalité des chances pour tous», a mis en exergue les efforts déployés par notre pays, pour consolider la confiance entre le citoyen et les institutions de l'État, notamment à travers le libre exercice du choix électoral et la représentation démocratique. À cet égard, le parlementaire a souligné la volonté de l'État de permettre au citoyen de constater directement la qualité du fonctionnement des institutions, par l'intermédiaire de ses représentants au Parlement et au sein des Assemblées locales élues. Cette démarche consacre un véritable modèle de démocratie participative dans lequel les décisions sont élaborées dans le cadre d'une gestion concertée et sur la base d'une conviction collective. L'approche repose également sur la mise en place de mécanismes destinés à encourager la participation populaire et à élargir les espaces de dialogue entre les

citoyens et les institutions. Plusieurs instances contribuant à cette dynamique ont été citées, à l'instar de l'Observatoire national de la société civile, du Conseil supérieur de la jeunesse et du Médiateur de la République. Autant de structures appelées à favoriser l'expression des préoccupations citoyennes, à recueillir les propositions et à renforcer les mécanismes de suivi de l'action publique. S'exprimant, à propos du rôle du Parlement dans la consolidation du partenariat avec le citoyen, le vice-président du Conseil de la nation a mis en avant les textes adoptés par les deux chambres du Parlement en faveur de l'intégration des jeunes dans la vie politique. Ces mesures ont, notamment, contribué à renforcer la présence de cette catégorie dans

la représentation nationale, comme en témoigne sa percée aux dernières législatives. Le représentant du Conseil de la nation a également relevé l'élection, pour la première fois dans l'histoire du pays, d'une femme à la présidence de l'APN, une avancée significative en matière de représentation féminine au sein des institutions législatives. L'intervention algérienne a élargi la réflexion sur l'égalité des chances à la dimension internationale. M. Slimani a appelé, dans ce contexte, à une approche parlementaire plus équitable qui prenne en considération les droits et les aspirations de tous les peuples, sans traitement sélectif de leurs causes fondamentales. Il a, naturellement, plaidé pour que les États qui alimentent les tensions,

financent les crises et contribuent à la propagation de fléaux soient tenus responsables de leurs actes. La bonne gouvernance, a-t-il souligné en substance, ne saurait se limiter au fonctionnement des institutions nationales : elle implique également le respect du droit international, l'équité dans le traitement des conflits et la recherche de solutions justes et durables. La bonne gouvernance exige impérativement, a-t-il insisté, de «mettre fin au drame vécu par le peuple palestinien, à travers l'établissement de son État indépendant, avec El-Qods pour capitale, ainsi que d'accélérer le processus de décolonisation au Sahara occidental en permettant au peuple Sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination».

EL WATAN

ELLE SERA FINANCÉE PAR DES DOTATIONS DE BUDGET VIA UNE CONTRIBUTION DES SOCIÉTÉS DU SECTEUR :

Une autorité indépendante des assurances économiques en voie d'institution

Dans l'article 223, le projet de loi de finances pour 2027 (PLF-2027) propose la mise en place d'une autorité indépendante des assurances économiques qui sera dénommée «Autorité de régulation et de supervision des assurances», jouissant de la personnalité morale et de l'autonomie financière. «Cette proposition de mesure vise à instituer une autorité indépendante dédiée spécialement à la régulation et à la supervision des assurances, en remplacement de l'actuelle Commission de supervision des Assurances dont l'institution remonte à l'année 2006», est-il expliqué dans l'exposé des motifs. Et de détailler que la mesure vise à adapter le dispositif de régulation et de contrôle des assurances au développement que connaît le marché algérien des assurances depuis cette date. De même qu'il s'agit de «doter l'autorité de régulation des moyens humains, matériels et financiers nécessaires pour un encadrement adéquat de ce secteur d'activité, et ce, à l'instar de beaucoup d'expériences étrangères dans ce domaine». «A ce titre, cette autorité sera dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière. En outre, l'option d'une autorité indépendante vise à favoriser, sur le marché algérien des assurances, le principe de neutralité, en établissant une distinction entre les missions de l'Etat régulateur et contrô-

leur, et celles de l'Etat actionnaire unique dans des sociétés publiques d'assurances», souligne encore le texte. Ainsi, l'autorité de régulation et de supervision des assurances exerce le contrôle de l'Etat sur les sociétés et intermédiaires d'assurance agréés et sur toute autre personne physique ou morale dont l'activité se rapporte à des opérations d'assurance prévues par la législation en vigueur. Selon le même texte, l'autorité de régulation et de supervision des assurances procède d'une manière permanente et périodique à des missions de contrôle des opérations réalisées par les sociétés d'assurance et/ou de réassurance et intermédiaires d'assurance agréés, afin de s'assurer que ces opérations sont conformes à la législation en vigueur et de s'assurer de la solvabilité de ces sociétés compte tenu de leurs obligations envers leurs assurés. L'autorité de régulation et de supervision des assurances est financée par des dotations de budget de l'Etat et par une contribution des sociétés d'assurance et/ou de réassurance calculée au prorata du chiffre d'affaires de ces dernières. La composition, les missions, l'organisation et le fonctionnement de l'autorité de régulation et de supervision des assurances sont précisés par voie réglementaire.

PALESTINE OCCUPÉE

Un martyr et plusieurs blessés lors d'un bombardement sioniste à l'est de Nuseirat

Un Palestinien est tombé en martyr et plusieurs autres blessés samedi soir, lorsqu'un drone israélien a ciblé trois vélos électriques près de la salle Abdeen, sur la route Salah al-Din, à l'est du camp de réfugiés de Nuseirat, dans le centre de la bande de Gaza.

Des sources médicales ont annoncé plus tôt dans la journée que, le bilan des morts dans la bande de Gaza depuis le début de l'offensive israélienne le 7 octobre 2023 s'élève à 74 370, et que 175 371 personnes ont été blessées.

Elles ont également indiqué que le bilan des morts depuis le cessez-le-feu du 11 octobre 2025 a atteint 1 481, tandis que le nombre de blessés s'élève à 5 254, auxquels s'ajoutent 836 corps retrouvés.

DES COLONS ISRAËLIENS ATTAQUENT DES AGRICULTEURS À QAFFIN, AU NORD DE TULKAREM, ET EN



ENLÈVENT TROIS

Des colons israéliens, sous la protection des forces d'occupation israéliennes, ont attaqué samedi des agriculteurs dans la localité de Qaffin, au nord de Tulkarem.

Selon des sources locales, les colons ont agressé des agriculteurs dans le secteur de Dhahr al-Abd, volé des récoltes d'olives ainsi que du matériel de cueillette, puis enlevé trois agriculteurs, identifiés comme étant Mohammad Hassan Harsheh, Mohammad Hamza Harsheh et Salah Hamza Harsheh, avant de les emmener

vers une destination inconnue.

Selon les données de suivi et de documentation de la Commission de résistance au mur et à la colonisation, au moins 12 attaques de colons ont été recensées depuis samedi matin dans les gouvernorats de Ramallah et d'Al-Bireh, de Naplouse, de Qalqilya, d'Hébron et de Jéricho.

Ces attaques comprennent des agressions contre des cueilleurs d'olives et leur expulsion de leurs terres, la détention de Palestiniens, des passages à tabac et des pulvérisations de gaz poivre, ainsi que

des vols de biens, des attaques contre des habitations, la démolition d'un mur et la fermeture de routes.

ABBAS REPORTE LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES PRÉVUES EN NOVEMBRE

Le président palestinien Mahmoud Abbas a décidé de reporter les élections législatives prévues en novembre, a rapporté l'agence de presse officielle palestinienne.

Abbas a également décidé d'organiser les élections législatives et présidentielle

simultanément, le 11 septembre 2027, selon la même source. Selon WAFA, le décret a été publié sur la base d'une décision du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), à la lumière de consultations nationales avec les factions et les forces politiques palestiniennes. Ces consultations ont abouti à un consensus concernant les obstacles imposés par les mesures israéliennes à la tenue des élections à la date initialement prévue.

L'agence a ajouté que cette décision s'inscrivait dans la nécessité de réunir les conditions politiques, sécuritaires et sur le terrain appropriées afin de garantir la tenue d'élections libres, équitables et inclusives.

Elle a également indiqué que le décret visait à permettre l'organisation d'un dialogue national palestinien global, afin de renforcer l'unité nationale, l'unité du territoire et celle du système politique palestinien, ainsi que de traiter les défis auxquels se heurte le processus électoral et de réunir les conditions nécessaires à sa réussite.

Selon l'agence, la modification de la date des élections législatives et la fixation d'une nouvelle date pour la tenue simultanée des élections présidentielles et législatives interviennent dans un contexte marqué par la poursuite des attaques israéliennes, l'expansion des colonies, les attaques des colons et les incursions répétées en Cisjordanie.

SANCTIONS AMÉRICAINES CONTRE LA CPI

Des experts de l'ONU dénoncent une attaque contre la justice internationale

Des experts des Nations unies ont averti vendredi que les sanctions américaines contre la Cour pénale internationale (CPI) constituaient une « tentative brutale » de démanteler le système de justice internationale, appelant les gouvernements à protéger l'indépendance de la Cour.

« Sanctionner l'institution chargée de rendre justice pour les crimes internationaux les plus graves constitue une atteinte aux fondements de la responsabilité internationale et de l'État de droit », ont déclaré les experts dans un communiqué.

Cette mise en garde intervient après que Washington a imposé des sanctions à la CPI en tant qu'institution, à la suite de mesures antérieures visant plus de dix juges et membres du personnel, actuels ou anciens, de la Cour, ainsi qu'un rapporteur spécial des Nations unies.

Les experts ont affirmé que ces sanctions portaient directement préjudice

aux victimes d'atrocités qui comptent sur la Cour pour obtenir justice, établir les responsabilités et accéder à des réparations.

« Les sanctions visent à mettre la CPI à genoux et à garantir que les alliés des États-Unis ne soient pas tenus responsables de génocide, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité », ont-ils déclaré.

Les experts ont exhorté l'Union européenne à activer immédiatement son règlement de blocage afin d'empêcher les opérateurs européens, notamment les banques et les prestataires de services, de se conformer à des sanctions imposées par des pays tiers lorsqu'elles enfreignent le droit international.

Ils ont également appelé les gouvernements à protéger le personnel de la CPI ainsi que les personnes travaillant avec la Cour.

Les experts ont par ailleurs exhorté les États à recourir aux accords interna-

tionaux existants pour atténuer les effets des sanctions et préserver le fonctionnement de la Cour.

« Le silence et l'inaction ne feront qu'encourager de nouvelles attaques. Les États doivent agir collectivement dès maintenant pour protéger cette Cour », ont-ils averti.

Guterres condamne les sanctions américaines contre la CPI, un « coup dur » pour la justice internationale.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a condamné vendredi les sanctions américaines contre la Cour pénale internationale (CPI), avertissant que ces mesures pourraient compromettre ses travaux et porter « un coup dur » aux efforts internationaux visant à faire répondre les auteurs de crimes graves de leurs actes.

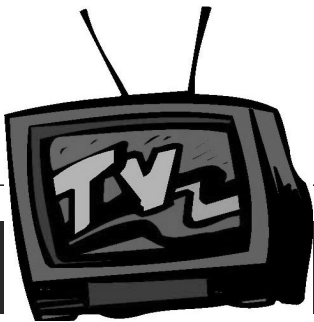
« La décision d'aujourd'hui porte un coup dur à notre quête collective de justice pénale internationale, dont la CPI est un pilier essentiel. Faire répondre les auteurs de crimes internationaux de

leurs actes et rendre justice aux victimes sont au cœur de notre engagement mondial en faveur de la paix, de la sécurité, des droits humains et des libertés fondamentales », indique un communiqué publié par son porte-parole, Stéphane Dujarric.

Antonio Guterres est « profondément alarmé » par les conséquences attendues des sanctions sur la Cour dans son ensemble, en particulier sur sa capacité à exercer son mandat, précise le communiqué.

Le chef de l'ONU a également réaffirmé son soutien à l'indépendance de la Cour et appelé les États à respecter leurs obligations au titre du droit international.

Le secrétaire d'État américain Marco Rubio a annoncé les sanctions vendredi, quelques heures après l'attribution du prix Nobel de la paix 2026 à Navi Pillay, ancienne juge de la CPI et ancienne Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme.



Selection du jour

TF1

20h10

Aquaman et le Royaume perdu

Avec Jason Momoa, Patrick Wilson, Yahya Abdul-Mateen II, Amber Heard, Nicole Kidman, Randall Park, Temuera Morrison, Dolph Lundgren, Martin Short, Jani Zhao, Pilou Asb k, Indya Moore, John Rhys-Davies, Vincent Regan, Jay Mcdonald

À la Surface, les températures augmentent de manière alarmante depuis quelques mois. Pour Aquaman, désormais roi de l'Atlantide depuis qu'il a battu son frère Orm, cette catastrophe mondiale est l'oeuvre de Kane. Le voilà parti à la poursuite du redoutable mercenaire, mais il est contraint de collaborer avec son frère Orm, ancien roi d'Atlantide actuellement emprisonné, qui est le seul à connaître la cachette de ce dernier.

5
20h05

ICE : la chasse à l'homme

Réalisateur : Serge July, Alain Bauer

La frontière américaine ne se limite plus à une simple ligne géographique. Elle pénètre désormais dans les rues, les écoles et les arrêts de bus. Depuis son retour à la Maison-Blanche, Donald Trump a promis un million d'expulsions par an, en allouant des ressources sans précédent, avec un budget de 170 milliards de dollars pour le contrôle migratoire, dont 75 milliards spécifiquement pour l'agence ICE, dont les effectifs ont doublé en un an pour atteindre 22000 agents. Grâce à un accès exceptionnel, ce film suit les responsables d'ICE sur le terrain, où des fonctionnaires évoquent des «cibles» et des «bons résultats», tandis que des familles entières vivent dans la peur.



6

20h10

Capital

Présenté par : Julien Courbet

Au sommaire : «Un vrai repas pour 3 euros : enquête sur les nouvelles solutions anti-crise». Diviser votre budget courses par deux, ça fait rêver. Et c'est possible ! Batch-cooking, méthode anti-gaspi et nouveaux bons plans déstockage, nous avons passé au crible les nouvelles solutions qui vous promettent de bons repas à moitié prix ; «Abonnements, prélèvements : comment récupérer 100 euros par mois ?». Faites le test :



comptez le nombre de prélèvements automatiques sur votre compte bancaire et additionnez les euros. Streaming, box, jeux, assurance, stockage photo, salle de sport : il suffit d'un clic pour s'abonner, puis des dizaines d'euros s'évaporent chaque mois ; «Chauffage : des degrés en plus, des euros en moins !»

france
2

20h10

Marie-Line et son juge



Avec Tahar Rahim, Jodie Foster, Shailene Woodley, Benedict Cumberbatch, Zachary Levi, Baba Mine, Denis Ménochet, Pope Jerrod, Daniel Janks, Ralph Lawson, Corey Johnson, Langley Kirkwood, Taurai Maposa, Saamer Usmani, David Fynn

Capturé par le gouvernement américain, Mohamedou Ould Slahi est détenu depuis des années à Guantánamo, sans jugement ni inculpation. À bout de forces, il se découvre deux alliées inattendues : l'avocate Nancy Hollander et sa collaboratrice Teri Duncan. Avec ténacité, les deux femmes vont affronter l'implacable système au nom d'une justice équitable. Leur plaidoyer polémique, ainsi que les preuves découvertes par le redoutable procureur militaire, le lieutenant-colonel Stuart Couch, finiront par démasquer une conspiration aussi vaste que scandaleuse.

france
3

20h10

Brokenwood

Avec Neill Rea, Fern Sutherland, Jarod Rawiri, Christina Ionda, Karl Willetts, Tracy Lee Gray, Kauri Williams, Shane Cortese, Joel Tobeck, Jamie Irvine, Arlo Green

Lorsqu'un homme déguisé en Père Noël est retrouvé mort sur un chemin de campagne, Mike Shepherd est chargé de l'enquête. Gina examine le corps et conclut que la cause du décès est une crise cardiaque, peut-être provoquée par une électrocution au niveau du scrotum. L'équipe soupçonne un acte criminel et découvre que la victime est Les Oades, le demi-oncle de Frodon. Les policiers de Brokenwood vont devoir fouiller dans la famille Oades pour trouver ce qui s'est passé.



W9
20h25

Les infailibles

Avec Inès Reg, Kévin Debonne, Vincent Rottiers, Moussa Maaskri, François Neycken, Hugo Gonzalez, Daphné Huynh, Loriane Klupsch, Pierre Olivier, Kévin Azaïs, Philippe Résimont, Lionnel Astier, Julian Nacéri, Majida Ghomari, Tunisiano

Alors qu'un gang de braqueurs multiplie les coups spectaculaires à Paris et ridiculise la police, le ministre de l'Intérieur décide de confier l'enquête à un duo improbable. Alia, policière marseillaise au tempérament explosif, est associée à Hugo, jeune enquêteur parisien, méthodique et brillant. Tout les oppose, mais ils doivent apprendre à travailler ensemble pour arrêter les braqueurs. Entre rivalités, affrontements et humour, leur alliance forcée pourrait bien se transformer en une complicité inattendue.

LE MAGHREB

Le Quotidien de l'Économie

Édité par la SARL
Maghreb Presse
Édition
au capital
De 5.200.000 DA
Compte bancaire :
00100625030030024926
BNA agence Kouba

Directeur de la Publication
Salah Lakoues

Direction de la Rédaction
Administration
BP 545,
Maison de la presse Safir Abdelkader
Kouba - Alger
Tél Adm : 023 70 94 94
Tél Réd : 023 70 94 61
Fax Pub : 023 70 94 58
Fax Réd : 023 70 94 09

Site internet :
www.lemaghreb.dz
e-mail:
maghrebjournal@yahoo.fr

Impression
SIA Alger
EPE - SPA Imprimerie "Centre"
Siège social : Zone Industrielle
El-Alia Bab-Ezzouar - Alger
Diffusion
Centre : MPE
Est : MPE

« Pour votre Publicité s'adresser à :
l'Entreprise Nationale de
communication, d'Édition et de
Publicité »
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur -
Alger.
Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45
020.05.13.77
E-mail :agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Les manuscrits,
photographies ou tout
autre document et
illustrations adressés ou
remis à la rédaction ne
seront pas rendus et ne
peuvent faire l'objet
d'aucune réclamation.

CRISE ÉNERGÉTIQUE MONDIALE

La Russie va fournir du diesel aux marchés américain et mondial

Le président américain Donald Trump a déclaré vendredi que la Russie allait fournir immédiatement plus de 300 000 tonnes de diesel aux marchés américain et mondial, à la suite de discussions avec le président russe Vladimir Poutine.

Trump a indiqué, sur sa plateforme Truth Social, avoir conclu une « discussion extrêmement fructueuse » avec Poutine, qui aurait débouché sur un accord visant à augmenter les approvisionnements russes en diesel. « Je viens de conclure une discussion extrêmement fructueuse avec le président russe Vladimir Poutine, au cours de laquelle il a été convenu que la Russie fournirait immédiatement plus de 300 000 tonnes de diesel aux marchés américain et mondial, 500 000 tonnes supplémentaires au cours du mois de novembre, puis immédiatement après, 1 000 000 de tonnes », a déclaré Trump. Il a ajouté que 3 millions de tonnes supplémentaires seraient livrées « dans un court délai », en fonction de l'état des raffineries russes de diesel. « Les prix du diesel pour les Américains et, en fait, pour le monde entier, vont baisser rapidement et dans des proportions record ! », a affirmé le président américain. Trump a présenté la baisse des prix des carburants comme une priorité, notamment pour les agriculteurs, les éleveurs et les transporteurs routiers américains.

Le président a également évoqué ce qu'il a qualifié de « contrôle total » des États-Unis sur le détroit d'Ormuz et réaffirmé que l'Iran ne serait pas autorisé à acquérir une arme nucléaire. Peu après l'annonce de Trump, le département du Trésor



américain a indiqué sur le réseau social américain X que son Bureau du contrôle des avoirs étrangers (OFAC) allait « délivrer immédiatement une licence générale temporaire autorisant l'approvisionnement du marché mondial en diesel russe ».

POUTINE : LES LIVRAISONS DE DIESEL RUSSE AUX ÉTATS-UNIS ET AUX MARCHÉS MONDIAUX PROFITERONT À L'ÉCONOMIE MONDIALE

Le président russe Vladimir Poutine a déclaré, vendredi, que les livraisons de diesel russe aux États-Unis et sur les

marchés internationaux auraient des retombées positives sur l'économie mondiale, à la suite d'un entretien téléphonique avec son homologue américain Donald Trump.

Dans un communiqué publié par le Kremlin, Vladimir Poutine a indiqué que les deux dirigeants avaient abordé la situation du secteur énergétique mondial, les perspectives de règlement de la guerre en Ukraine, la situation en Iran ainsi que les relations bilatérales.

« Lors de nos discussions sur la situation du secteur énergétique mondial, la partie russe a réaffirmé sa disposition à fournir du pétrole et des produits pétroliers aux

États-Unis et aux marchés internationaux. Je suis convaincu que cela aura un effet positif sur l'économie mondiale dans son ensemble », a déclaré Poutine. Selon le communiqué du Kremlin, les échanges ont également accordé une « attention particulière » aux perspectives de règlement du conflit en cours en Ukraine.

Le président russe a par ailleurs indiqué que les deux dirigeants avaient réaffirmé leur accord visant à maintenir des contacts personnels et à poursuivre la coopération entre leurs administrations présidentielles, leurs services de renseignement et d'autres organismes gouvernementaux.

VLADIMIR POUTINE A TRANSMIS À TRUMP LA VISION DE L'IRAN SUR UN POSSIBLE RÈGLEMENT DU CONFLIT

Le président russe Vladimir Poutine a transmis à son homologue américain Donald Trump, en accord avec le président iranien Massoud Pezeshkian, la vision de la partie iranienne sur une possible résolution du conflit, a indiqué Dmitri Peskov, porte-parole du Kremlin.

Selon Peskov, Vladimir Poutine a rencontré à deux reprises son homologue iranien Massoud Pezeshkian en marge du sommet au Turkménistan. Lors de l'une de ces rencontres, le dirigeant russe a informé Pezeshkian de l'entretien téléphonique qu'il devait avoir avec Donald Trump.

L'entretien téléphonique entre Poutine et Trump, tenu vendredi, a duré plus longtemps que le précédent, rapporte l'agence TASS.

R.I.

Post scriptum

Par : B. Khemis

De la fibre optique aux data centers, en passant par la 5G et l'intelligence artificielle, les infrastructures numériques sont devenues le véritable système nerveux de l'économie moderne. Sans elles, pas de productivité, pas de services publics efficaces, pas d'industrialisation compétitive. C'est le message fort que vient de lancer la Banque mondiale dans son rapport d'octobre 2026 sur l'Afrique subsaharienne : investir massivement dans le numérique est la condition sine qua non pour transformer la reprise économique - 4,3% de croissance attendue en 2026 - en développement durable et pour tirer profit du potentiel immense de l'intelligence artificielle. Un constat qui trouve une résonance particulière en Algérie, où la numérisation n'est plus un slogan mais une stratégie nationale assumée, avec des résultats concrets sur le terrain.

La Banque mondiale pointe trois déficits structurels qui freinent l'Afrique : l'électricité, le coût d'Internet et le manque de capacités de traitement des données. C'est précisément sur ces trois leviers que l'Algérie a accéléré de manière spectaculaire ces deux dernières années.

D'abord, le raccordement à Internet à haut et très haut débit. Avec plus de 1,2 million de nouveaux foyers raccordés à la fibre optique FTTH en 2025-2026 et le lancement de la 5G après la généralisation de la 4G sur 99% du territoire, l'Algérie a fait du désenclavement numérique une priorité. Cette connectivité de masse est

la base : sans elle, pas de numérisation des administrations, pas de télémédecine, pas d'e-commerce, pas d'IA.

Ensuite, les data centers. Longtemps parant pauvre du continent, l'Algérie se dote aujourd'hui d'une infrastructure souveraine de stockage et de traitement des données. La mise en service de plusieurs centres de données de dernière génération à Alger, Oran et Constantine, conformes aux normes Tier III, permet désormais d'héberger localement les données sensibles des administrations, des banques et des entreprises. C'est un enjeu de souveraineté, mais aussi d'économie : chaque téraoctet traité localement, c'est des millisecondes gagnées pour les services, des coûts d'hébergement à l'étranger évités, et une latence réduite indispensable pour faire tourner des applications d'intelligence artificielle.

C'est le troisième pilier. L'Algérie ne veut pas seulement consommer de l'IA, elle veut la développer. Des centres de développement et d'innovation en IA ont été lancés au sein des universités et des parcs technologiques de Sidi Abdellah et d'Annaba. L'objectif, en ligne avec la recommandation de la Banque mondiale, est pragmatique : ne pas courir tout de suite derrière les modèles les plus coûteux, mais adopter et adapter des applications d'IA accessibles, à faible besoin en connectivité, qui boostent directement la productivité. L'impact se fait déjà sentir. La numérisation des administrations -

douanes, impôts, état civil, registre de commerce - a permis de réduire les délais, de lutter contre la bureaucratie et d'améliorer le climat des affaires. Pour l'investisseur nordique qui participe au Nordic-African Business Summit à Oslo, pouvoir créer une entreprise en ligne, payer ses impôts et dédouaner son matériel en quelques clics change tout.

Dans l'industrie, la fibre et les data centers permettent l'implantation d'usines 4.0, la maintenance prédictive et l'automatisation. Dans l'agriculture, secteur stratégique, l'IA couplée à la connectivité permet déjà d'aider les agriculteurs des Hauts Plateaux à détecter les maladies du bétail, à optimiser l'irrigation grâce aux capteurs connectés et aux images satellites, et à accéder aux prix des marchés en temps réel. Comme le souligne la Banque mondiale, dans une économie où l'agriculture occupe une place centrale, l'IA doit d'abord compléter le travail humain plutôt que le remplacer. C'est sans doute le projet le plus géostratégique : le renforcement de la coopération inter-africaine par le raccordement en fibre optique vers les pays du Sahel. L'Algérie, par sa position géographique, est en train de devenir le hub numérique naturel entre l'Europe, le Maghreb et l'Afrique subsaharienne. Le projet de la dorsale transsaharienne à fibre optique (TFT), qui relie Alger à Abuja au Nigeria en passant par le Niger, mais aussi les liaisons vers le Mali, la Mauritanie et le Tchad, est une

révolution silencieuse. Pour les régions sahéliennes, souvent enclavées, c'est un accès à Internet à haut débit à coût réduit, une alternative aux coûteuses liaisons satellitaires. Concrètement, cela veut dire : numériser les services de santé et d'éducation dans les régions sahéliennes, permettre le e-learning dans les écoles de Tombouctou, booster le commerce et la traçabilité du bétail au Sahel, et sécuriser les transactions financières via le mobile money.

Pour l'Algérie, c'est la concrétisation de sa doctrine de coopération Sud-Sud. En mutualisant ses infrastructures, comme le préconise la Banque mondiale et l'Union africaine avec sa stratégie continentale sur l'IA et la ZLECAf, l'Algérie exporte de la connectivité et crée un écosystème numérique continental.

Les pays qui investiront aujourd'hui dans l'électricité fiable, la fibre, les data centers et la formation de jeunes ingénieurs, seront ceux qui transformeront l'IA en emplois et en amélioration du niveau de vie demain.

En misant sur la fibre jusqu'au dernier village, sur des data centers souverains et sur un câble qui unit le Sahara, l'Algérie ne se contente pas de rattraper son retard. Elle pose les fondations de sa propre croissance et offre au continent une infrastructure physique pour que l'intelligence artificielle africaine, adaptée aux réalités locales, puisse enfin émerger.

B. KH.

La dorsale numérique transsaharienne : comment l'Algérie tisse la toile de l'Afrique connectée